

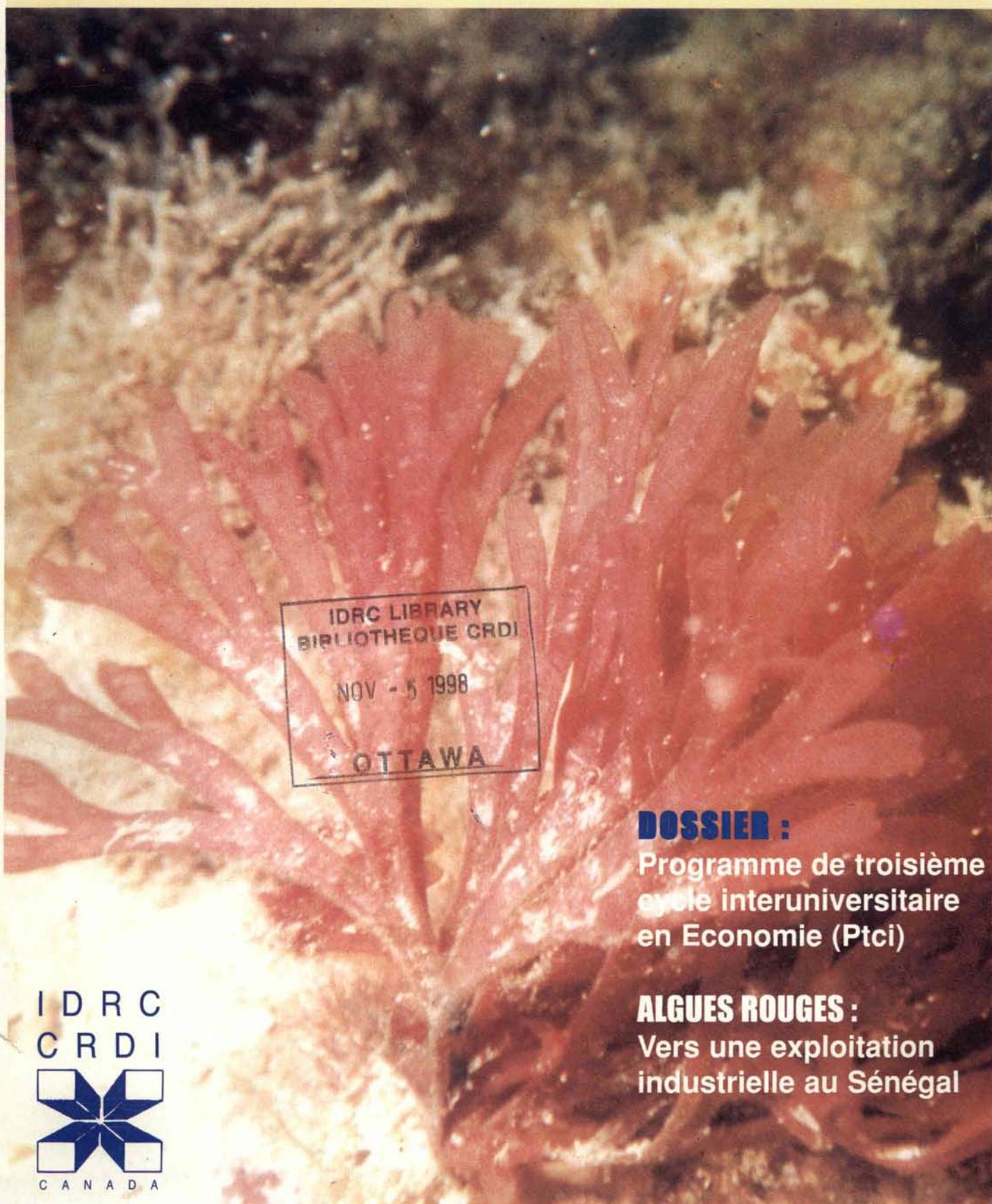
MICROFICHED

RECHERCHE-IMPACT

ARCSEB

108459

Revue africaine de vulgarisation des résultats de recherche-développement - N° 01 - Juin 1998



IDRC LIBRARY
BIBLIOTHEQUE CRDI

NOV - 5 1998

OTTAWA

DOSSIER :

Programme de troisième cycle interuniversitaire en Économie (Ptc) en Économie (Ptc)

ALGUES ROUGES :

Vers une exploitation industrielle au Sénégal

IDRC
CRDI



CANADA



Un trait d'union entre la recherche et le développement

La création de la revue "Recherche-Impact" représente une tentative parmi tant d'autres de diffuser les résultats des recherches subventionnées par le Crdi dans les pays de la région Afrique de l'Ouest et du Centre en vue de leur utilisation pour le bien-être des populations.

Dès la création du Crdi en 1970, le Parlement lui assigne un rôle unique et une place de choix parmi les institutions canadiennes de développement. Société publique financée par le Canada à partir du budget annuel de l'Aide Publique au Développement, le Crdi a pour mission d'aider les chercheurs et institutions des pays en développement à trouver des solutions aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face. Aussi, sa principale raison d'être se résume à bâtir des systèmes de recherche et de génération du savoir au service du développement.

La stratégie du Crdi, résumé par le slogan "s'affranchir par le savoir" se fonde d'une part sur un rapport sans équivoque entre le savoir et le développement et d'autre part sur la conviction que l'essor des pays, des collectivités et des individus passe par la maîtrise du savoir. La délégation de pouvoirs aux institutions financées par le Crdi, la participation des bénéficiaires au

processus de la recherche, l'intégration des disciplines (promotion de l'interdisciplinarité) et l'adaptation des programmes du Crdi aux besoins des pays sont des caractéristiques d'une démarche qui favorise la prise de décision par des chercheurs et des décideurs afin d'assumer la destinée de leurs pays.

Ceci signifie que le Crdi n'est pas un bailleur de fonds traditionnel non seulement dans le sens qu'il ne fait pas de prêt, mais surtout ne finance ni ne favorise les projets d'assistance technique. Pour le Crdi, le développement suppose un engagement des populations (à travers les chercheurs et institutions de recherche) à trouver des solutions endogènes à leurs problèmes en y appliquant leurs habiletés et leurs connaissances. Par ailleurs, il est important de souligner que le Crdi ne mène aucune recherche. Il fournit plutôt des financements, encouragements et soutiens aux scientifiques et décideurs pour qu'ils (i) conçoivent, réalisent et dirigent des projets de recherche ; (ii) déterminent les besoins de recherche ; (iii) choisissent et poursuivent par une méthodologie sérieuse les travaux de recherche ; et (iv) veillent à la diffusion et l'utilisation des résultats des recherches. En procédant ainsi, le Crdi s'assure que non seulement

(suite de l'édito à la p. 3)

La lettre de l'Editeur

Par

Sibry JM. Tapsoba
Directeur Régional

Centre de Recherches pour le
Développement International
Afrique de l'Ouest et du Centre

IDRC
CRDI



CANADA



RECHERCHE - IMPACT

SOMMAIRE

La lettre de l'éditeur

- 1 Un trait d'union entre la recherche et le développement

Réglementation des pesticides au Sahel...

- 4 Urgence signalée

Transformation des céréales

- 6 Un granulateur pour réhabiliter les céréales locales

Sciences économiques en Afrique

- 10 Le programme de troisième cycle interuniversitaire, un label au service de l'intégration
- 12 Pertinence et bien-fondé du programme
- 14 Une filière bien appréciée mais des problèmes d'insertion

Algues rouges

- 17 Vers une exploitation industrielle

**Dans ce numéro,
un dossier complet
sur le programme
de troisième cycle
interuniversitaire
en Economie (Ptcj)
(Voir p. 10 à 16)**



Services d'informations documentaires

- 20 Les défis du management et du marketing

Réseau Infoterra Afrique de l'Ouest

- 24 Pour que les forêts ne meurent pas avant d'être plantées...

Nouvelles technologies de l'information et de la communication

- 26 Initiative Acacia : prévenir la marginalisation et l'exclusion des communautés de base
- 27 Acacia Sénégal
- 28 Décentralisation : les Tic au service des collectivités locales

Vision régionale

- 30 Le Crdi en dialogue avec ses partenaires

A lire...

- 32 Quelques publications

(suite de la p. 1 - l'éditorial)

les problèmes de développement sont résolus pas les acteurs endogènes, mais également que l'expérience de recherche et la compétence scientifique acquise restent dans les pays.

Il me plaît de souligner qu'au cours des 28 dernières années, le Crdi a financé plus de 700 projets de recherche en Afrique de l'Ouest et du Centre pour un montant de près de 140 millions de dollars canadiens dans des domaines aussi divers que l'agriculture, l'environnement, la santé, l'éducation, la population, la technologie, l'économie, l'information et communication. Comment utiliser les résultats de ces recherches pour propulser un développement qui soit durable? Dans un contexte économique régional et mondial où l'on est tenté de se demander "où va le développement?", la recherche pourrait être perçue comme un luxe par les pays en développement à moins que les retombées des investissements dans le domaine de la recherche

ne soient plus visibles. En effet, nous traversons une période caractérisée par des changements profonds et rapides pour les pays de la région, surtout dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, une démobilisation des traditionnels pays donateurs en faveur du financement du développement et une revendication de nouveaux acteurs à jouer des rôles plus importants dans le devenir des pays.

En créant "Recherche-Impact", le Bureau Régional du Crdi pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre ambitionne de contribuer à une meilleure utilisation des résultats de la recherche à travers la diffusion en temps réel des résultats. Ceci représente un défi majeur que se fixe le bureau régional et pour lequel le succès ne dépend pas seulement de la bonne volonté de la ou des personne(s) ayant en charge la responsabilité de publier la revue. La collecte de l'information et la rédaction d'articles pour

diffuser les résultats incombent tout aussi bien aux chefs de projets qu'aux chercheurs. Dans un contexte de ressources limitées pour la recherche, il est indispensable de s'assurer de l'utilisation des solutions trouvées dans le pays ou ailleurs, moyennant des adaptations pour tenir compte des contextes et pour éviter les perpétuelles répétitions qui ne favorisent pas des avancées dans l'accumulation des connaissances.

"Recherche-Impact" est avant tout votre revue et se présente comme le trait d'union entre la recherche et l'action, entre le savoir et le développement. Elle se veut un forum d'échanges d'expériences permettant de libérer les initiatives endogènes, porteuses le plus souvent des réponses adéquates et durables aux préoccupations des populations.

Mes collègues et moi savons compter sur votre disponibilité pour sa réussite. □

Le CRDI est un organisme public canadien, créé en 1970 et qui a son siège à Ottawa (Canada). Ayant pour mission d'appuyer la recherche dans les pays du Sud, le Crdi est représenté à travers le monde par sept bureaux régionaux (Dakar, Nairobi, Johannesburg, le Caire, Montevideo, New Delhi, Singapour).

RECHERCHE-IMPACT est une revue publiée en français et en anglais par le Bureau Régional du CRDI pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, basé à Dakar.

RECHERCHE-IMPACT vise à assurer une meilleure vulgarisation des résultats de recherche que le CRDI finance en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Directeur de publication :

Sibry JM. Tapsoba, Directeur régional du Crdi
Afrique de l'Ouest et du Centre

Coordonnatrice :

Khodia Ndiaye,
Chargée de l'information publique, Crdi-Dakar

Ont collaboré à ce numéro :

Cheikh Thiam, Moustapha Sène, journalistes à Dakar ;
Serge-Mathias Tomondji, journaliste à Ouagadougou ; les
chefs de projets.

Comité consultatif :

Alioune B. Camara, Diéry Seck, Dieynaba Tandian, Djilali
Benmouffok, Innocent Butaré, Moussa Dramé, Ousseynou
Anne, Sabiou Kassoum, Crdi-Dakar *** Ola B. Smith, Réal
Lavergne, Crdi-Ottawa*** Serge Dubé, Crdi-Nairobi

Maquette et mise en page PAO : Khodia Ndiaye

Traduction : Service de traduction du Crdi, Ottawa

Impression : imprimerie du Centre, Dakar

Pour toute correspondance, s'adresser à la Coordination
de la revue : Centre de Recherches pour le Développement
International / Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest
et du Centre. BP. 11007 cd annexe - Dakar, Sénégal

Tél : (221) 824 09 20

Fax : (221)825 32 55

e-mail : kndiaye@idrc.ca

Urgence signalée

Il y a un peu plus d'un an, deux jeunes filles âgées de neuf et six ans décédaient d'une mort atroce dans un hameau de pasteurs "Peul", non loin de Barkeyel dans la partie orientale du Sénégal en plein cœur de la zone cotonnière. Vérification faite, elles ont ingurgité une bouillie de mil contenue dans une assiette ayant servi à distribuer un pesticide et que personne dans la famille n'avait pensé ranger ou alors rincer avec les soins requis. Grimace du sort, ce drame injustifiable, mais malheureusement de plus en plus courant dans le monde rural au Sahel, survenait au moment où une énorme polémique, entretenue depuis Dakar, la capitale sénégalaise et par médias interposés, opposait la Société de Développement des Fibres Textiles (Sodefitex), ayant le monopole de la culture du coton dans ce pays, à une firme industrielle spécialisée dans la fabrication de produits phytosanitaires. Au centre de cette polémique (sur le terrain, elle s'est traduite par des affrontements entre paysans producteurs et un déballement inédit de bidons de produits toxiques que l'on tente, selon son camp, d'incriminer ou de vanter les qualités) une controverse sur l'efficacité d'un produit vendu, à la société cotonnière par la firme adjudicataire et qui, d'après ses détracteurs n'aurait, non seulement pas protégé les champs de coton comme cela se

devait mais aurait, en outre, causé nombre d'autres ravages sur le bétail notamment et sur les hommes l'ayant manipulé.

Ces épisodes ubuesques et les drames qui les ont accompagnés dans la zone cotonnière du Sénégal, sont révélateurs de cette urgence avérée d'une prise en main d'un problème délicat comme celui de la réglementation des pesticides. Face au danger de leur manipulation inconsidérée et malencontreuse, ils ne sont pas isolés pour autant.

A Diaobé, célèbre marché hebdomadaire plus au sud, non loin de Kolda (une région charnière entre ces différents pays que sont le Sénégal, le Mali, la Guinée Bissau, la Gambie, la Guinée), ces produits (herbicides, fongicides, pesticides) d'origine douteuse sont en vente libre. Leurs emballages, bidons en plastiques

la plupart du temps, sont récupérés et réutilisés dans le commerce de l'huile de palme, du miel, du lait par les femmes qui tiennent étals dans ce bourg.

Le fait aurait inquiété si dans tous les grands marchés des villes du Sahel, de Bamako à Dakar et de Ouagadougou à Banjul, ne laissait plus personne indifférent le spectacle de ces bidons, vides ou pleins, ayant contenu des produits dangereux dans un premier temps.

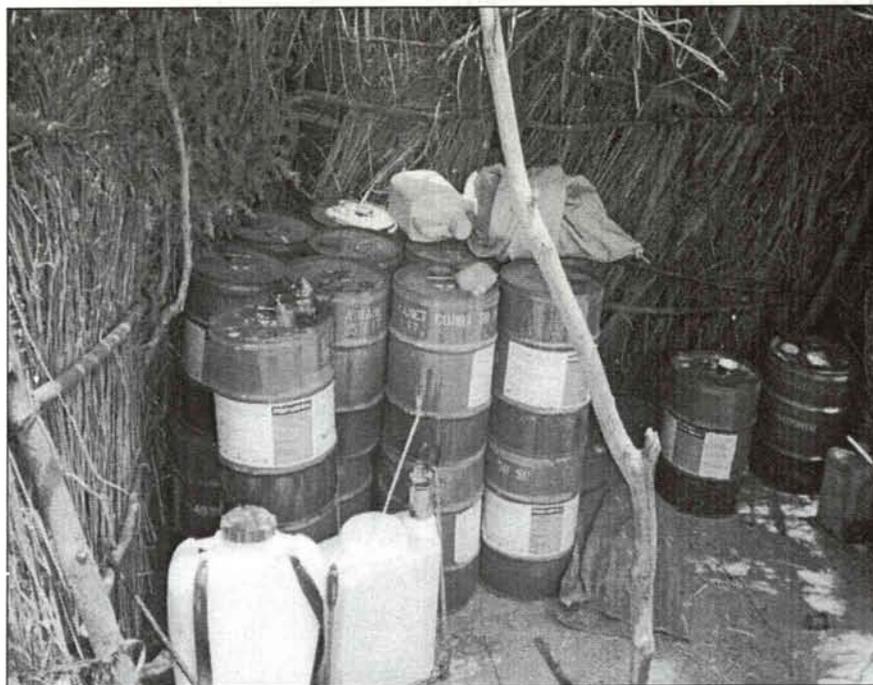
Lors de l'atelier international tenu à Dakar du 9 au 11 décembre 1996 et conjointement organisée par l'Institut des Sciences de l'Environnement (Ise) de Dakar et l'Université Laval (Québec) les deux partenaires impliqués dans le projet et les nombreux autres chercheurs et acteurs intéressés par la question de la réglementation des pesticides,



Pot de pesticides vide jeté dans un périmètre aux environs de Bamako (Mali)

ont opéré le diagnostic qu'il faut proposer les mesures idoines pour corriger les déséquilibres. Pour le professeur Abou Thiam, biologiste et Directeur des Etudes de l'Institut des Sciences de l'Environnement, coordonnateur du projet, comme pour son collègue juriste, Ibrahima Ly, de la même université, ce projet aura permis dans sa première phase (1992-1996), "exclusivement consacrée à l'analyse des textes législatifs et réglementaires sur les pesticides dans les trois pays, Sénégal, Mali, Burkina-Faso et à travers les études menées et les missions effectuées sur le terrain, de cerner un faisceau de faits" ; lesquels constituent, en dehors du constat d'un inégal intérêt et d'une réelle dysharmonie des textes sur les pesticides d'un pays à l'autre ; autant d'entraves qu'il urge de dépasser pour donner ses chances de succès à une politique sahéenne concertée de réglementation des pesticides.

Voilà le recensement de ces écueils tel que discuté puis approuvé par les décideurs politiques, les parlementaires, les experts membres ou non des commissions d'agrément des pesticides, les producteurs-utilisateurs que par les représentants des industries qui fabriquent ces produits. Le premier de ces écueils est lié aux conflits de compétences notés entre acteurs ou institutions concernés par la réglementation des pesticides. Viennent ensuite les autres problèmes connexes comme l'insuffisance d'un personnel qualifié pour prendre



Stock de pesticides à Dougabougou (Mali), zone de culture de canne à sucre

en charge cette question ; le manque de formation des utilisateurs (les producteurs ruraux notamment) à divers niveaux, l'absence de lois spécifiques à l'installation des industries de fabrication de pesticides. A cela s'ajoutent d'autres déficits tels que l'inexistence d'études d'impacts précédant le montage d'installations industrielles de fabrication des pesticides, mais aussi l'élimination ou le traitement des produits périmés, des déchets ou résidus dont le coût prohibitif des équipements et d'une technologie "écologiquement propre" constitue une énorme contrainte.

Au cours de l'atelier international de restitution-évaluation des résultats du projet sur la réglementation des pesticides, un consensus avait été opéré autour de cette idée-force : "Les pesticides sont

certes utiles mais ils doivent être réglementés en fonction des réalités locales et en fonction des besoins agricoles. Une législation applicable devient alors nécessaire et incontournable : renforcement des contrôles, suivi des stocks, information, sensibilisation etc..."

Indice heureux qui augure de l'impact positif de ce que ce projet a déjà contribué à réaliser : quelques mois seulement après la fin de la première phase du projet, la principale firme industrielle implantée au Sénégal et qui est une des plus grandes pourvoyeuses de produits phytosanitaires (la Senchim), a tenu à Dakar une réunion internationale à laquelle ont pris part des participants venus des quatre coins du globe (chercheurs, représentants de gouvernements, industriels, experts, producteurs de divers (voir la suite de l'article à la p. 23)

Un granulateur pour réhabiliter les céréales locales

Fortement consommé en zone rurale, le couscous de mil et le "arraw"¹ continuent encore de souffrir d'une faible consommation en ville. Pourtant, riches en protéines, ils offrent une large gamme de mets qui, bien préparés, sont très appréciés des Sénégalais.

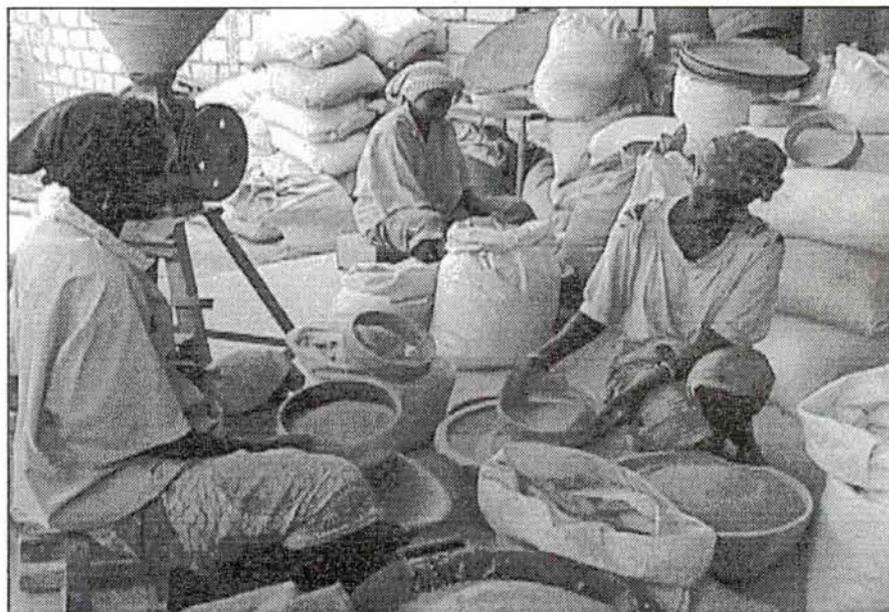
Pour preuve, il suffit de se rendre, pendant le mois de Ramadan² à Fass, un quartier de l'agglomération Dakaroise, chez Ndella Sène, cette dame de 47 ans, originaire de la région de Fatick, qui doit sa fortune à la transformation manuelle du mil en couscous et en "arraw". Une activité traditionnelle, qui se transmet dans les villages sénégalais de mère en fille et qui a, de tout le temps, été l'apanage des femmes notamment dans les régions du Centre du Sénégal telles que le Sine, Saloum et le Baol. Aujourd'hui, très peu de femmes en ville savent "rouler" la farine de mil en couscous et "arraw". D'où le succès de Ndella qui a accepté de mettre son savoir-faire au service des ménagères qui soit, ne savent faire ni le coucous ni le "arraw", soit n'ont pas le temps de s'adonner à cette activité.

Il faut dire que ces deux produits constituent l'élément de base pour la préparation de plusieurs plats traditionnels au Sénégal. De plus, la majorité des familles les utilisent encore comme denrées de base pour la

préparation de mets pendant les diverses cérémonies familiales et religieuses telles que les baptêmes, les mariages, les décès ou pendant la rupture du jeûne. Cependant, en milieu urbain, rares sont aujourd'hui les ménagères qui inscrivent dans le menu quotidien des plats à base de farine de mil, pourtant fort nourrissants. Si ce comportement trouve son explication dans la baisse de la production du mil, due à la sécheresse qui frappe la région sahélienne depuis des années, il résulte en partie du travail pénible que nécessite la transformation de la farine de mil en "arraw" et en couscous. C'est d'ailleurs ce qui a entraîné la préférence des Sénégalais

pour le riz et parfois des produits à base de farine de blé importés.

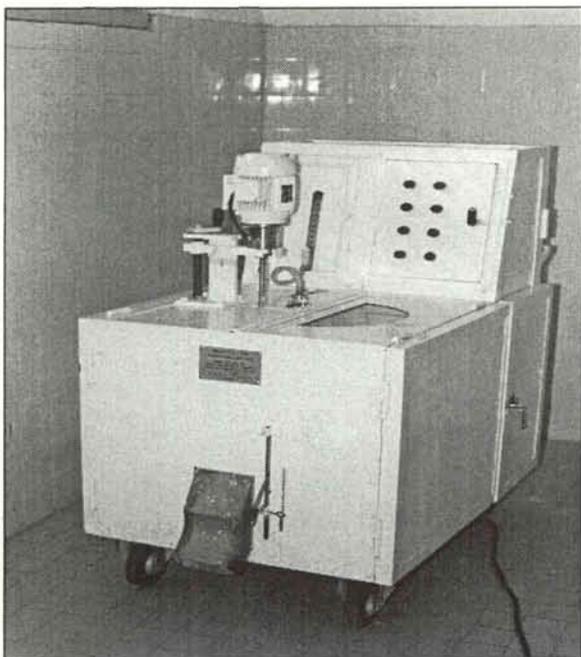
Pourtant, depuis plusieurs années, les chercheurs de l'Institut de Technologie Alimentaire (Ita) conjuguent leurs efforts pour développer un paquet technologique capable de transformer la farine de mil en "arraw" et en couscous. Après avoir adapté une machine pour le roulage du couscous de mil, l'équipe du Dr. Ababacar Ndoye, composée d'ingénieurs polytechniciens, de socio-économistes et de spécialistes en marketing, est fière d'avoir franchi un autre grand pas supplémentaire.



Fabrication manuelle du "arraw"

¹ *Arraw* : granulés de farine de mil utilisés dans la préparation de nombreux mets au Sénégal

² *Ramadan* : mois pendant lequel les musulmans observent le jeûne entre le lever et le coucher du soleil.



Granulateur "Arraw", mis au point par l'Institut de Technologie Alimentaire (Ita)

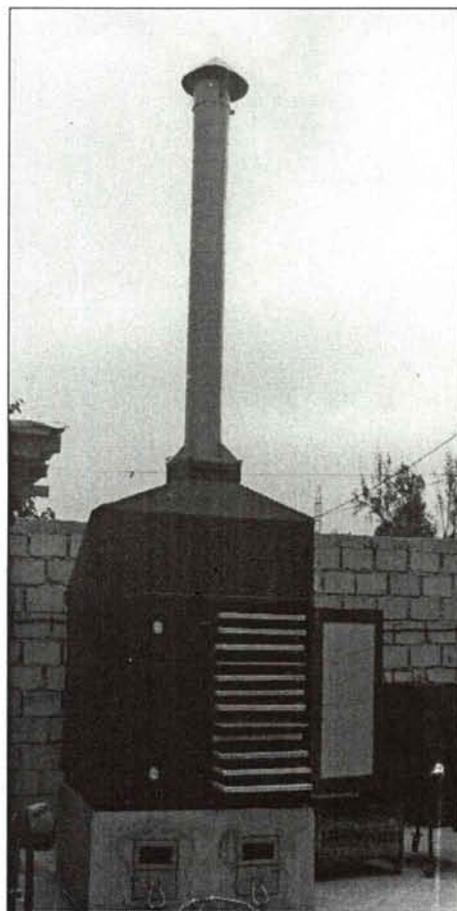


Quelques granulés arraw

En collaboration avec Techniques Industries, Multi-Techniques Industries et le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Energies Renouvelables (Cerer), l'équipe vient enfin de concevoir un paquet technologique complet, constitué d'un granulateur (rouleur), d'un séchoir électrique, d'un séchoir à gaz et d'un calibreur pour "arraw". D'une capacité de 26 kg/heure, ce paquet technologique suscite aujourd'hui beaucoup d'intérêt et d'appétit de la part des promoteurs privés, des groupements féminins mais aussi des consommateurs dans un contexte de dévaluation de la monnaie locale où les produits importés tels que le riz ne sont plus à la portée de toutes les bourses et les équipements importés peu accessibles.

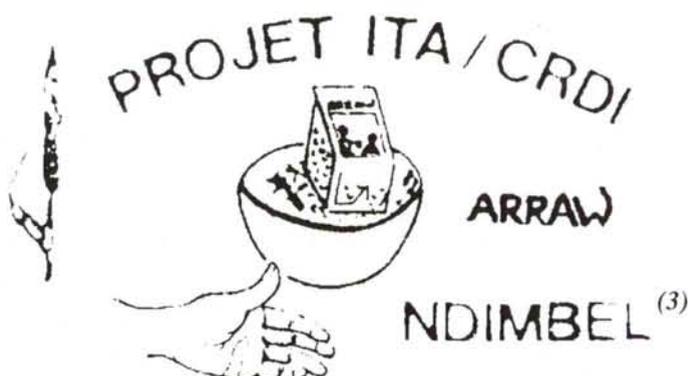
Pour l'heure, l'Ita s'attèle au

transfert définitif du paquet technologique vers les promoteurs privés. Depuis six mois, il a choisi, sur une base très sélective, d'équiper quelques petites et moyennes entreprises de transformation de céréales pour tester la capacité des équipements. Des artisans ont aussi été formés pour fabriquer les pièces de rechange. Une enquête, réalisée auprès des utilisateurs mais aussi des consommateurs montre que l'expérience s'avère concluante: humidifiée, puis mélangée, roulée, séchées à 60° et calibrée, la farine de mil est ainsi transformée en granulés "arraw". Emballés dans des sachets en plastique, prêts à cuire, ces granulés sont aujourd'hui vendus dans tous les supermarchés de Dakar et de ses environs. On en trouve même dans certaines épicerie spécialisées de la sous-région



Séchoir à gaz, plus économique

ARRAW⁽¹⁾



Cet autocollant édité en wolof fait partie d'une série de matériels de promotion que l'Ita a réalisés dans le but de mieux faire connaître le paquet technologique qu'il a mis au point ainsi que le produit qui en résulte. C'est dans ce cadre que l'équipe de recherche a, également, publié un livret de recettes en vue de redonner au consommateur le goût des mets fabriqués à base de farine de mil.

(1) granulés de farine de mil utilisés dans la préparation de nombreux mets au Sénégal

(2) Madame, vos dures journées de labeur ne seront plus désormais qu'un mauvais souvenir !

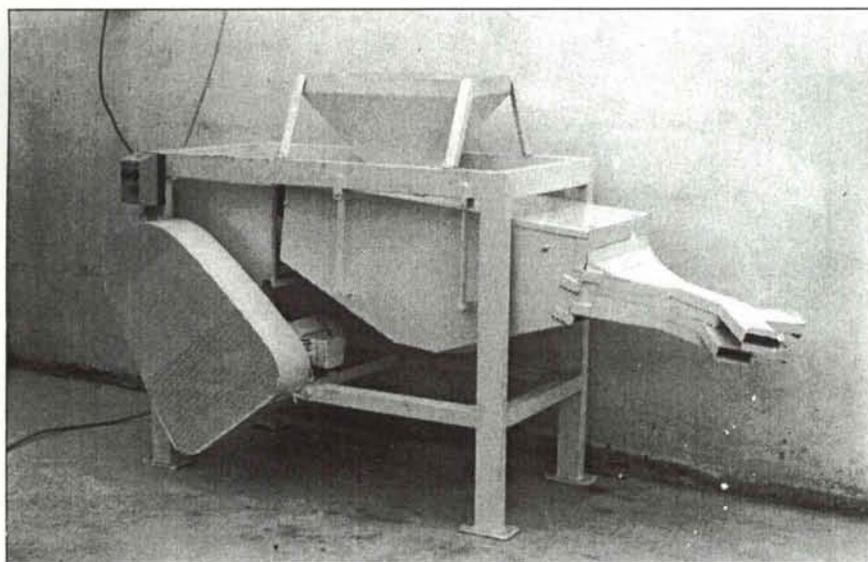
(3) Avec le nouvel Arraw, facile à préparer.

mais aussi en Europe et aux Etats-Unis et il arrive assez souvent maintenant que des restaurants à Dakar incluent dans leurs menus des plats à base de mil. Pour Mme Doumouya, Chercheuse à l'Ita, l'équipe de recherche dont elle est membre a réussi son pari : *"celui de redonner au consommateur urbain le goût des céréales locales"*. Pour elle, *"au-delà du gain de temps et de productivité que cet équipement procure, le nouveau procédé de transformation de la farine de mil en "arraw" épargne le consommateur de nombreux risques de contaminations d'origines diverses que le roulage et le séchage manuels favorisent"*. Les consommateurs interrogés affirment que les granulés "arraw", version moderne, ont *"un goût identique au arraw artisanal et présentent une parfaite tenue et des qualités d'homogénéité sans faille lors de la cuisson. De plus, la conservation ne pose aucun problème"*.

A ceux qui lui reprochent de concurrencer la fabrication artisanale du produit, détenue exclusivement par les femmes, Mme Doumouya répond que *"le paquet technologique a été conçu en étroite collaboration avec les femmes, en tenant compte, sur la base d'une étude globale, des considérations sociales, des besoins de base, de la préférence des consommateurs et de la viabilité technique et économique des équipements"*. Et d'ailleurs, l'Ita est en train d'étudier les conditions pouvant faciliter l'accès des équipements aux groupements féminins.

Certes, la technologie de "roulage" mécanique de la farine de mil en "arraw" est aujourd'hui maîtrisée grâce à la recherche, l'autre grand défi pour le produit, c'est de réussir à "s'imposer" dans le menu quotidien des ménages grâce à une bonne stratégie de marketing et de communication et une politique de prix appropriée. □

Khodia Ndiaye
Crdi, Dakar



Calibreur pour "arraw" mis au point par l'Ita

Composition du mil

Pour 100 g de mil, on retrouve surtout :

- de l'eau (9,9)
- des protéines (9,4),
- des lipides (4,1),
- des glucides (74,9),
- du calcium, du fer, de la thiamine B1 et des fibres.



Livret de recettes édité par l'Ita

Pour plus d'information sur le projet "arraw", s'adresser au responsable:

*Dr. Ababacar Ndoye
Institut de Technologie Alimentaire (ITA)
Route des Pères Maristes
BP. 2765 - Dakar, Sénégal*

*Tél : (221) 832 00 70
Fax : (221) 832 82 95
email :
ita@telecom-plus.sn*

Le PtcI, un label au service de l'intégration

(un dossier réalisé par

Cheikh Thiam, Khodia Ndiaye & Serge-Mathias Tomondji)

Créé par la Conférence des Institutions d'Enseignement et de Recherche Economique et de Gestion en Afrique (Cierea), le Programme de Troisième Cycle Inter-universitaire en Economie (PtcI) est un véritable programme intégrateur au service du développement des pays de l'Afrique au sud du Sahara. Ce n'est donc pas un hasard si le Crdi lui apporte une contribution appréciable sur les 14,4 millions de dollars que coûte le projet, qui s'étend d'avril 1994 à 1999...

Au commencement était la création, en février 1986, de la Cierea (Conférence des Institutions d'Enseignement et de Recherche Economiques et de Gestion en Afrique), une "association internationale des facultés, instituts, écoles, établissements et centres d'enseignement et de recherche en sciences économiques et de gestion". Très tôt, la Cierea a posé, suite à une étude sur l'état de l'enseignement et de la recherche économiques et de la gestion dans les pays de ses institutions membres, le diagnostic d'une réelle crise dans ce domaine. Aussi, a-t-elle indiqué une thérapie tridimensionnelle pour le redressement et le développement des systèmes d'enseignement et de recherche.

En effet, autant il devenait urgent d'harmoniser et de renforcer les programmes de premier et de second cycles, puis de favoriser la recherche, de créer et de renforcer les revues scientifiques existantes, autant il fallait initier et développer des centres d'excellence pour le troisième cycle. Cette dernière exigence devrait permettre de promouvoir la formation des formateurs, de fournir aux secteurs de l'économie et aux domaines sociaux, des cadres de haut niveau, performants et compétitifs, de développer et d'élever le niveau de la recherche. Ainsi naquit le Programme de Troisième Cycle Inter-

universitaire (PtcI) en sciences économiques pour l'Afrique subsaharienne, adopté lors de la 6ème Conférence de la Cierea, tenue les 21 et 22 mai 1992 à Cotonou (Bénin).

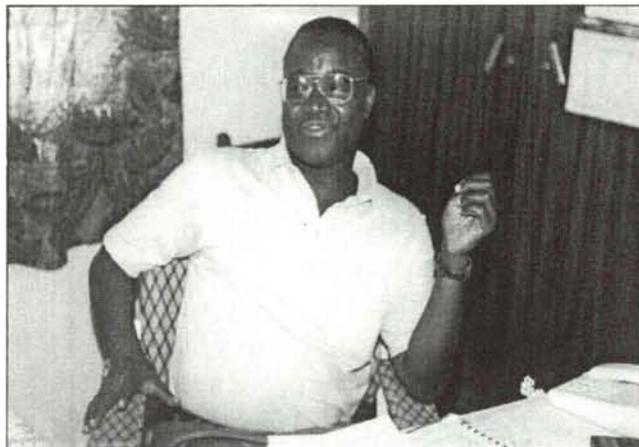
Le PtcI est donc un projet novateur et intégrateur dont l'objectif général est "le développement et le renforcement des programmes de formation de hauts cadres économistes qui peuvent contribuer au renforcement de la capacité de gestion, d'analyse et de formulation des politiques économiques". Toutes choses qui contribuent, pour une large part, à l'amélioration de la qualité de la gestion macro-économique des États, ainsi qu'à l'accélération de la croissance. Ce qui n'est pas rien quand on sait que l'échec des pays africains est aussi la résultante du manque criard de compétences avérées dans ce domaine et de la mauvaise gestion corrélative qui a caractérisé les économies des États africains.

C'est pourquoi les enseignements du PtcI, en mettant l'accent sur le renforcement des programmes de Diplômes d'Etudes Approfondies (Dea) ou équivalents, visent à donner aux étudiants, de façon plus spécifique, de "solides bases en théorie et les outils pratiques nécessaires pour appréhender, à bonne fin, les politiques et la gestion

économiques". En fait, le programme vise, à la fois, "le renforcement de l'expertise endogène de gestion économique dans les pays africains et le développement des capacités d'enseignement et de recherche dans les universités et centres de recherches". De même, le Pctci a été conçu pour "réduire les besoins de formation des cadres africains à l'étranger, dans la mesure où celle-ci peut être assurée sur place à un coût raisonnable". Pour réaliser ces objectifs pertinents, une stratégie non moins pertinente a été adoptée pour satisfaire à un certain nombre de préoccupations rigoureuses. Elles vont de l'amélioration de la qualité et de la pertinence des programmes de Dea aux liaisons étroites entre l'université et les secteurs public et privé, en passant par la collaboration interuniversitaire, l'harmonisation des programmes et la participation des universités sans troisième cycle.

Mobilité des étudiants et des enseignants

Sur le plan académique, le Pctci ambitionne d'assurer à l'étudiant "une base solide de formation en analyse économique et en méthodes quantitatives, ainsi que des opportunités de spécialisation et un apprentissage à la recherche grâce à la rédaction d'un mémoire". D'une durée de 18 à 24 mois, le programme de chaque promotion permet aux étudiants de suivre des cours communs (micro-économie, macro-économie, méthodologie



Dr. Aimé Tchabouré Gogué, Directeur du Pctci

de la recherche, économie du développement, techniques quantitatives) dans les cinq (5) facultés dites de catégorie B où ils sont dispensés (Abidjan, Brazzaville, Dakar, Ouagadougou et Yaoundé). A noter qu'en 1997-1998, Libreville a remplacé Brazzaville en raison de la situation socio-politique qui prévaut dans la capitale congolaise). Selon M. Aimé Tchabouré Gogué, Directeur du Pctci, "tous les étudiants de l'espace africain francophone qui veulent faire la formation sont obligés de passer les tests dans ces 5 pays où ils sont regroupés". Ensuite, les étudiants retenus (après examen) à l'issue des cours communs sont regroupés dans une université pour des cours de spécialisation à travers les Campus Communs des Cours à Option (Ccco). Après quoi, les étudiants retournent chez eux pour faire la recherche et rédiger leur mémoire.

Dans l'ensemble, les étudiants proviennent d'un univers géographique très diversifié. Et pour leur permettre de travailler dans de bonnes conditions, une bourse d'excellence mensuelle

de 75.000 francs cfa et 65.000 francs cfa est octroyée aux étudiants, selon qu'ils sont étrangers ou locaux. Cette bourse d'excellence est attribuée suivant des critères sélectifs, à savoir les résultats de l'étudiant durant le concours d'entrée et la qualité de son dossier universitaire durant le premier et second cycle universitaire. Les autres étudiants qui n'ont pu obtenir cette bourse sélective, bénéficient cependant d'une assistance, qui est une aide mensuelle de 30.000 francs cfa. Sur le plan matériel, le campus de Dakar est doté par exemple d'une salle informatique complètement équipée, où les étudiants sont initiés à la connaissance des logiciels de base que tout économiste doit maîtriser.

Faisant le bilan du Programme, M. Aimé T. Gogué estime que les objectifs assignés au Pctci ont été largement atteints. Le programme en est, en effet, à sa 4^e promotion et beaucoup d'étudiants de pays enclavés comme le Niger et le Tchad, qui n'avaient pas l'opportunité de sortir de leur pays, y prennent part. De plus, "les enseignants se connaissent maintenant et se déplacent d'un pays à l'autre pour faire valoir leurs compétences". Ce qui traduit une "mobilité positive des étudiants et des enseignants», tout en résolvant, un tant soit peu, le problème des facultés qui subissaient la pénurie d'enseignants. Sans compter que "nos administrations disposent

désormais de diplômés de haut niveau", a ajouté M. Gogué.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que "la Cierea est fière du succès académique du Ptc", ainsi que l'avait souligné le professeur Moustapha Kassé, Doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'université de Dakar (Faseg) et Directeur de la Cierea de 1995 à 1997. Déjà, les enseignements du Ptc sont dispensés dans 5 universités et la formation concerne 19 nationalités (Angola, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Cameroun, Centrafrique, Congo, Madagascar, Mali, Mauritanie, Sénégal, Tchad, Togo, Niger, République démocratique du Congo, Burundi, Comores, Gabon, Guinée Conakry). De 84 étudiants en 1994-1995 (1ère promotion), les effectifs sont passés à 90 étudiants en 1995-1996 et à 98 étudiants pour la 3ème promotion (1996-1997). Sur ce total de 272 étudiants pour les trois premières promotions, 184 ont pu s'inscrire au Campus des Cours Communs à Option (Ccco). La première promotion a produit 46 diplômés et la deuxième promotion a enregistré 61 diplômés, soit un taux de succès de plus de 60 %. La 4e promotion en cours compte 106 étudiants. En tout cas, pour M. Aimé T. Gogué, les perspectives sont bonnes. Il s'agit de "renforcer les acquis, insister sur la formation des formateurs et préparer les étudiants au doctorat". □

Ptc : des étudiants témoignent...

Pertinence et bien-fondé du programme

Les étudiants que nous avons pu interroger sont, eux, unanimes à reconnaître la pertinence et le bien-fondé du programme, témoigne Venant Quenum qui vient du Bénin pour suivre la formation du Ptc à Ouagadougou (Burkina Faso). Il fait partie de la 4ème promotion. Pour lui, en effet, à part les conditions climatiques difficiles auxquelles il fait face au "pays des hommes intègres", ainsi que bon nombre d'étudiants venus de pays côtiers pour cette contrée sahélienne, la formation qu'offre le Ptc est "inestimable". Nous avons, indique-t-il, "l'opportunité de rencontrer des professeurs de très haut niveau qui nous enseignent les dernières connaissances économiques. Nous sommes convaincus que nous serons de très bons produits, compétitifs sur le marché, car le Ptc nous donne l'occasion de bénéficier d'une formation de 3e cycle de qualité, d'accroître nos capacités afin de participer, de la meilleure façon, au développement de nos pays".

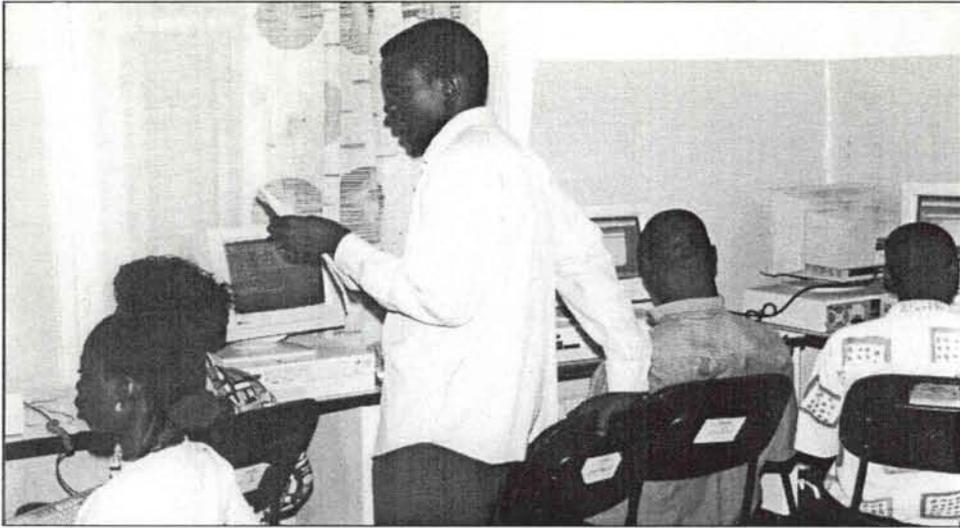
Mariama Diallo, elle, vient de Guinée et a été constamment "malade" du fait du changement climatique. Pourtant, assure-t-elle, "le programme m'a appris beaucoup de choses, notamment sur l'économétrie et l'économie du développement, que je n'avais pas pu apprendre dans mon pays et qui sont des matières vraiment importantes

de nos jours pour le développement de nos Etats".

"Il faut mettre les moyens..."

Si Mathurin Koné et Mahamadi Savadogo, tous deux Burkinabè, n'ont pas à se plaindre des rigueurs du climat de leur pays, ils trouvent tout de même que le programme est trop concentré et donc stressant. Ils ne croient pas si bien dire puisque Boukary Ouédraogo, étudiant de la première promotion du Ptc, reconnaît qu'il était "presque surmené". Mais "je suis fier d'avoir été formé par un tel programme". Après sa formation, M. Ouédraogo a même été engagé comme conducteur de recherches à la Faseg (Faculté des Sciences Economiques et de Gestion) de l'Université de Ouagadougou et est consultant pour certaines institutions. En tout cas, l'avantage du Ptc, affirme Mathurin Koné, c'est de réduire les coûts de transport (et autres) que nécessite la formation d'un étudiant qui va faire un 3e cycle en Europe. Et puis, "nous bénéficions d'une formation de qualité qui nous met au même niveau que ceux qui vont à l'étranger". Cet avis est partagé par Germain Akibodé du Togo, qui met, lui aussi, l'accent sur la "proximité du programme" et sur son esprit intégrateur. Mahamadi Savadogo souhaite que le volume horaire de l'économétrie par

Ptci : des étudiants témoignent...



Les étudiants du Ptci à l'Université de Cheikh Anta Diop de Dakar

exemple soit revu à la hausse, que les travaux dirigés en informatique soient plus nombreux et qu'un programme de bourses soit mis en place pour ceux qui, après leur formation, voudraient préparer un doctorat.

Mahamadi Savadogo peut se rassurer. Dès la rentrée prochaine, l'économétrie bénéficiera de 25 heures supplémentaires, qu'on prendra à l'économie de développement qui passera alors de 75 heures à 50 heures pour l'année académique. Quant au programme doctoral, il est inscrit en bonne place dans le programme d'activités du Ptci pour l'année 1998-1999. En effet, selon M. Hervé T. Kaboré, Secrétaire exécutif de la Cierea, *"la phase préparatoire est presque achevée et nous prévoyons le lancement du Pdig (Programme Doctoral Inter-universitaire de Gestion) pour l'année 1999"* (in Cierea Infos n° 000, p.8). Les étudiants soulignent aussi des problèmes de matériels, de documentation et de capacité de certains

professeurs à faire passer le message. Mais, reconnaissent-ils, ces problèmes ont été *"vite résolus"*. Du reste, le programme est en perpétuelle amélioration, par une formule d'évaluation pédagogique. A chaque niveau du programme, lorsque nous évoluons, confie Mathias Marie Adrien Ndinga, *"il y a une fiche d'évaluation sur laquelle nous mentionnons, à l'attention de la Direction, les difficultés que nous rencontrons. Il y en a même pour les enseignants. Nous évaluons nos enseignants et la Direction en tient compte et fait les correctifs nécessaires"*.

Mathias Marie Adrien Ndinga est Congolais. Il a démarré la formation du Ptci chez lui, à Brazzaville, avec quinze autres compatriotes. C'est la troisième promotion du Ptci. Mais, le 5 juin 1997, une guerre fratricide embrasa la capitale congolaise. Les seize infortunés furent donc recasés à Ouagadougou pour terminer leur formation. Quatre furent recalés au Ccco. Sur les douze admis, trois sont allés au

Bénin, trois autres au Congo démocratique, un au Sénégal pour leurs recherches. Mathias Ndinga est l'un des cinq qui sont restés à Ouagadougou. Il a dû remplacer son premier thème de recherches, *"les stratégies de survie des ménages en milieu urbain-Vers les programmes d'ajustement structurel"* par un autre, intitulé *"les inégalités de revenus et leur impact sur la croissance économique au Burkina Faso"*. Il avoue que *"le Ptci nous a beaucoup apporté, tant sur le plan scientifique que sur celui des relations humaines. L'apport sur le plan scientifique est inestimable, avec une très grande sollicitude de l'encadrement, des enseignants, des experts, aussi bien pendant les cours que pendant la phase de rédaction des mémoires. Sur le plan des relations humaines, personnellement, j'étais très renfermé avant d'arriver au Ptci. A présent, j'ai beaucoup gagné sur le plan du travail en groupe..."* □

Une filière bien appréciée, mais des problèmes d'insertion

Samedi 25 avril 1998. Il est onze heures. La Faculté de Sciences Economiques est enveloppée sous une belle lumière. Des étudiants révisent tranquillement dans les salles de travaux dirigés. De l'un des amphithéâtres logés à l'aile droite du grand bâtiment construit en forme de U, fusent des applaudissements nourris. La conférence que le professeur Albert Ondo Ossa est en train d'animer semble être bien appréciée par les quelques trois cents étudiants agglutinés dans la salle.

Professeur titulaire de finances internationales à l'université de Libreville, M. Ondo Ossa est arrivé à Dakar une semaine auparavant, pour dispenser des cours aux étudiants du Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire (Ptc) de la Faculté de sciences économique et de gestion (Faseg) de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar. Organisée par l'Amicale des étudiants du Ptc, la conférence qu'il a animée sur le thème "l'avenir du franc Cfa face à l'Euro", marque la fin de ses interventions au niveau de ce cycle, commun à cinq facultés de sciences économiques de la sous-région Dakar, Abidjan, Ouagadougou, Yaoundé et Libreville (brazzaville).

Parmi l'assistance qui a suivi, avec une attention soutenue, les développements du professeur Ondo Ossa, deux étudiants qui

ont déjà bouclé leur formation, Khady* et Ibrahima* qui ont eu deux destinées différentes après leur formation de troisième cycle universitaire. Depuis sa sortie, même son diplôme en poche, Ibrahima n'a pas encore réussi à s'insérer professionnellement comme il le souhaitait. Présentement, il dispense des cours dans une école de gestion privée. Tandis que Khady a été recrutée comme assistante au niveau de la Faculté de sciences économiques et de gestion de Dakar.

"Mieux vendre la filière"

Loïn de ruminer sa difficile insertion, Ibrahima dégage une certaine assurance. Il se réjouit plutôt de la qualité de la formation qui lui a été dispensée dans le cadre du Ptc et se dit convaincu que les choses iront mieux. C'est dire qu'il n'a point regretté d'avoir suivi cette "formation d'excellence et de bonne facture". Mais c'est avec une pointe de déception qu'il fait remarquer que "les initiateurs du Projet Ptc doivent mieux vendre cette filière. La formation est de grande qualité, mais les entreprises, les institutions régionales et internationales, les administrations publiques n'ont aucune idée de l'existence d'une telle filière". "Il faut développer la communication autour du Ptc", a vigoureusement plaidé Ibrahima.

Son sentiment est que "si cette

filière était bien connue des décideurs publics et privés, nul doute que l'insertion des étudiants en serait grandement facilitée". Cette conviction est largement partagée au niveau des étudiants actuels, anciens diplômés et responsables du Ptc. "Pour une formation de si grande qualité, des sommes importantes ont été investies. Il est dès lors aberrant que l'insertion des étudiants pose problème", s'est confié d'ailleurs un des anciens du Ptc, qui a formé dans son moule une trentaine d'économistes en trois années, rien que sur le campus de Dakar.

Il est vrai que pour cette filière de type Dea (Diplôme d'Etudes Approfondies), les moyens mis en oeuvre ont été importants. C'est la Cierea qui en est à la base et le Crdi s'est ainsi associé à quelques autres bailleurs pour financer ce projet devenu aujourd'hui réalité.

Sur chacun des cinq campus que sont Brazzaville, Dakar, Abidjan, Ouagadougou et Yaoundé qui ont été retenus par la Cierea, les étudiants qui viennent de plus d'une vingtaine de pays francophones, sont mis dans de bonnes conditions d'étude, sur les plans matériel et pédagogique, après un concours d'entrée sélectif. En Afrique francophone de l'Ouest et du

* noms d'emprunt

Centre, rarement une formation universitaire a atteint un tel degré de professionnalisation. Les enseignants triés sur le volet, viennent eux aussi, d'horizons divers, à l'image du professeur Ondo Ossa, de l'université de Libreville.

Par delà cette formation de qualité, bon nombre d'anciens étudiants du PtcI déplorent la situation du marché de l'emploi, difficile dans la sous-région. Ce qui pose des problèmes d'insertion. Comme le font remarquer des diplômés de cette filière, "des étudiants du PtcI ont réussi à être embauchés. A Dakar, quelques camarades se sont bien insérés dans le milieu professionnel. Mais la situation de certains posent encore problèmes".

Interpellé sur la question de l'insertion des diplômés du PtcI, le professeur Moustapha Kassé, doyen de la Faseg de l'Université de Dakar, président de la Cierea et chef du projet PtcI, précise que des efforts importants ont été consentis dans ce sens. Mais, tient-il à le rappeler, "les facultés participant au PtcI ne peuvent pas s'occuper de ce volet insertion, qui n'est pas dans leur vocation".

"Depuis la sortie de la première promotion en 1996, nous faisons, chaque année, des démarches pour faciliter l'insertion des diplômés dans le circuit professionnel. Je tiens à souligner qu'il ne faut pas oublier que notre rôle s'arrête à la formation", insiste le professeur Moustapha Kassé.

Lequel ajoute que "la Faseg a même fait un effort cette année, en recrutant trois anciens étudiants de la deuxième promotion, sur la base du mérite, comme assistants au niveau de la faculté". Le professeur Kassé souligne d'autre part, "qu'au regard des faibles capacités d'absorption de la Faseg, ces recrutements sont opérés suivant les besoins du moment".

"si cette filière était bien connue des décideurs publics et privés, nul doute que l'insertion des étudiants en serait grandement facilitée... Le programme a été bien conçu et il est de très haut niveau. Il n'a rien à voir avec ce qui se faisait jusqu'ici dans les pays de la sous-région..."

Son sentiment est que le rôle fondamental des facultés et du PtcI est de "renforcer les capacités des étudiants titulaires d'une maîtrise en sciences économiques, en leur octroyant une formation de qualité pouvant leur permettre de faire prévaloir de solides compétences sur le marché du travail". Concernant les autres efforts consentis pour assister les étudiants, des lettres de recommandation sont envoyées à bien des entreprises et des insti-

tutions, et des pistes d'embauche sont indiquées aux étudiants.

Il est vrai, comme l'a reconnu un ancien étudiant, que l'insertion professionnelle est un problème sérieux en Afrique et particulièrement au Sénégal. "Nous ne maîtrisons pas le marché de l'emploi. Mais nous nous estimons satisfaits dans la mesure où nous sommes convaincus d'avoir formé de très bons professionnels de l'économie", a plaidé le chef du projet PtcI, qui fait remarquer que cette formation est bien appréciée dans la sous-région ouest-africaine.

"Le programme a été bien conçu et il est de très haut niveau. Il n'a rien à voir avec ce qui se faisait jusqu'ici dans les pays de la sous-région. C'est une démarche nouvelle que nous saluons. L'enseignement est bâti sur un système performant. Notre seule préoccupation, c'est l'insertion au terme de notre formation". Ces propos sont de Abdoulaye Biaye, actuellement étudiant du PtcI, membre du bureau de l'Association des Etudiants du PtcI (Aeptci). Loin d'être pessimiste, Abdoulaye affiche une belle sérénité. "Au niveau de l'association créée en février 1997, nous nous évertuons à mieux faire connaître cette filière d'excellence dont nous sommes très fiers", explique-t-il.

"Nous avons adressé des correspondances aux organisations patronales sénégalaises, ainsi qu'aux hautes autorités. Notre objectif est de bien faire



L'Association des étudiants du Pctci

la promotion du Pctci", a ajouté son camarade Benjamin Ndong, lui aussi étudiant et membre du bureau de l'Aeptci. "Nous avons d'ailleurs rendez-vous tout à l'heure, à 13 heures exactement, avec le ministre des Affaires Etrangères Moustapha Niasse", se sont d'ailleurs confiés nos deux interlocuteurs qui soulignent que leur association s'est inscrite dans une dynamique de promotion de la filière que représente le Pctci.

Une série de conférences, séminaires et rencontres de tous genres sont d'ailleurs prévus par l'Aeptci-Sénégal, pour mieux faire connaître la filière. Au niveau de la sous-région, l'association a même déjà commencé à publier un bulletin semestriel de douze pages, "Afrique Espoir", dont le premier numéro est sorti au mois d'octobre 1997. Les étudiants rappellent que l'Aeptci se fixe aussi parmi ses objectifs, le développement de l'esprit de recherche scientifique chez ses membres.

Au delà du problème d'insertion,

force est cependant de reconnaître que le Pctci se bonifie véritablement de promotion en promotion et ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Lors de sa 8e Conférence des doyens et directeurs à Dakar, du 20 au 22 février 1997, la Cierea, agence chargée de l'exécution du Pctci, avait pris d'importantes décisions dans les domaines académique, financier et institutionnel. Il a également été recommandé, entre autres, que "les facultés et centres de recherches recrutent les étudiants Pctci comme enseignants ou chercheurs, d'une part, et qu'une politique agressive de promotion des étudiants formés par le Pctci soit mise au point dans chaque pays, d'autre part".

Seulement, si les pays n'investissent pas dans le programme, "il est fort probable que l'utilisation des diplômés ne soit pas optimale", note M. Aimé T. Gogué, qui regrette que "les Etats africains ne s'impliquent pas assez dans la formation des cadres de haut niveau pour le développement de nos pays". En

effet, renchérit-il, "je n'ai pas l'impression que nos Etats comprennent qu'il faut mettre des moyens pour la formation efficace de nos ressources humaines". Il reste à souhaiter que nos décideurs politiques entendent ce cri du cœur pour que la souveraineté des nations s'exprime aussi, et de plus en plus, dans la valorisation de l'expertise africaine. □

Pour en savoir plus, contacter les responsables du Pctci :

A Ouagadougou : M. Tchabouré Aimé Gogué, Directeur du Pctci siège social, 03 BP. 7164 Ouagadougou 03 - Burkina Faso
Tél : (226) 30 14 08
Fax : (226) 31 26 86
E-mail : gogué fasonet.bf

A Dakar : Prof. Moustapha Kassé, Responsable du Pctci Université Cheikh Anta Diop, Dakar - Sénégal
Tél : (221) 824 60 29
Fax : (221) 824 60 31

A Abidjan : Prof. N'Gbo Aké, Responsable du Pctci Université Nationale d'Abidjan BP. V43 - Abidjan, Côte d'Ivoire
Tél : (225) 44 40 62
Fax : (225) 44 14 07

A Yaoundé : Prof. Touna Mama Université de Yaoundé II BP. 1365, Yaoundé - Cameroun
Tél : (237) 23 65 52
Fax : (237) 23 65 53

A Libreville : M. Jean R. Minhindou Université Omar Bongo BP. 2469 Libreville, Gabon
Tél : (241) 73 29 16
Fax : (241) 73 20 72

Vers une exploitation industrielle

Sur la Petite Côte, en longeant le littoral caressé par la mer et qui rejoint la ville de Mbour, la plage de sable fin est balayée par un vent doux, chargé de relents maritimes. Sur cette côte, les activités de pêche sont très importantes car les populations riveraines y tirent des revenus conséquents. Pourtant, parmi les algues qui jonchent la plage, il y en a une espèce qui pourrait leur apporter davantage de ressources financières, si ces algues étaient industriellement valorisées. En effet, sur cette façade maritime, les conditions sont assez favorables à une culture des algues rouges, marché important pouvant contribuer à la création d'emplois et de richesses, des devises pour l'économie sénégalaise mais surtout des revenus conséquents et réguliers pour les populations riveraines.

Abdourahmane Tamba, chercheur biologiste sénégalais qui a longuement étudié ces algues rouges, soutient qu'elles représentent un gisement de valeur en friche. En effet, récoltées et séchées, ces algues pourraient rapporter au Sénégal, exportées à l'état brut, près de 8000 tonnes par an soit 1,6 milliard de francs cfa en devises. Transformées en produit semi-fini, c'est au bas mot 16 milliards qui pourraient être encaissés au titre de recettes d'exportation. Des pays comme les Philippines ont depuis longtemps développé l'exploitation de ces algues rouges, très prisées sur le marché international.

Traitées industriellement, ces algues donnent une substance gélatineuse utilisée dans les industries alimentaire, textile, cosmétique et même dans la médecine comme produit stabilisant ou épaississant, comme fixateur ou liant. La demande est d'ailleurs très forte sur les marchés européens (français et danois), américain et japonais.

Valorisation imminente

Sitôt les populations bien formées dans la récolte des algues rouges, qui nécessite une certaine technicité pour préserver la qualité, bien des opportunités commerciales seront en perspective. Seulement, Abdourahmane Tamba fait remarquer qu'il ne faut pas simplement considérer ces algues rouges comme une simple ressource économique. Son sentiment est qu'elles doivent être perçues aussi comme un

élément de l'environnement. C'est pourquoi, il préconise l'entretien de relations sociales entre les populations et cet élément de la nature.

"Ces algues qui pourrissent sur la plage sont indispensables à la biodiversité. Elles se décomposent et se déposent en minéraux. Ainsi, il y aura une menace des espèces si une exploitation industrielle peu conséquente et qui ne se soucie pas de la durabilité, est entreprise. Parce que cela va se traduire par une disparition de ces algues et un maillon de la chaîne biologique sera rompu". Tel est l'avertissement du spécialiste.

Ce dernier souligne par ailleurs que des industriels sénégalais sont intéressés par la culture et le traitement industriel des algues rouges. *"Ils vont s'engager car les discussions que nous avons entamées ont beaucoup*

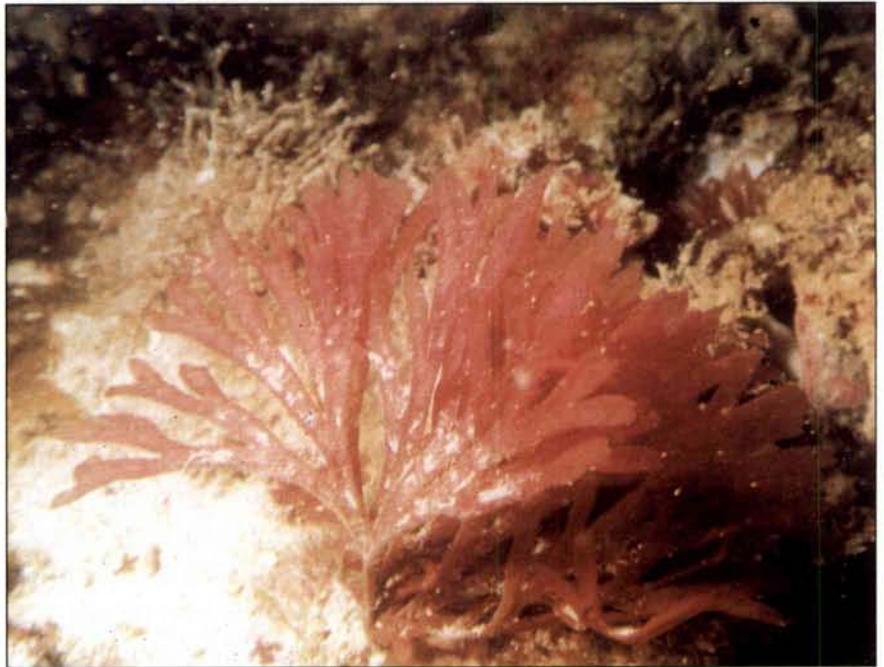


L'exploitation des algues rouges par les populations de Pointe Sarène

progressé et le projet d'exploitation industrielle prend forme". Selon lui, ce n'est maintenant qu'une question de mois pour que ce projet aboutisse définitivement. *"Mêmes les hautes autorités sénégalaises sont conscientes du potentiel économique que recèle l'exploitation des algues rouges. Leur perception de ces potentialités fait que la valorisation industrielle est imminente"*, estime Abdourahmane Tamba, qui a bien apprécié le soutien du Crdi, qui a supporté entièrement le projet dont la première phase a été bien bouclée ; elle a, en effet, porté sur l'étude des stocks d'algues disponibles dans la zone côtière, sur la biologie des espèces et sur la mise au point des techniques de récolte, de lavage et de tri.

A ce jour, le projet a permis l'échantillonnage des espèces et l'évaluation des stocks, pour que démarre effectivement une exploitation industrielle, pour laquelle les populations riveraines seraient étroitement associées par le biais de la culture des algues rouges. Sur le plan scientifique, le chercheur sénégalais a déjà fait des travaux intéressants sur les algues rouges. C'est ainsi qu'il a mis au point une technique de culture et de récolte qui ne porte pas de préjudice à l'espèce même, parce que fondamentalement basée sur la préservation environnementale des algues rouges et la sauvegarde de l'équilibre biologique du milieu. Des recherches sur les modes de reproduction des algues, sur les

rendements à l'hectare et la mise au point d'une technique de production, laissent croire que les études déjà menées ont ouvert la voie à une exploitation industrielle durable dont les populations côtières pourront tirer un grand profit, à travers les emplois qui seront créés et les revenus qui leur seront distribués.



D'ailleurs, la deuxième phase du projet qui n'a pas encore démarré portera sur l'exploitation industrielle des algues rouges. Pour le moment, l'intérêt manifesté par des hommes d'affaires et opérateurs économiques sénégalais fait penser que celle-ci ne devrait pas tarder. Déjà, à Pointe Sarrène, sur la Petite Côte, les populations ont bien accueilli le projet et attendent avec impatience le démarrage effectif de cette exploitation industrielle.

Déjà, sur le site de Ngaparou, un centre de recherche est en construction appelé "Océanide", réalisé pour le moment à 80 %. *"Il y a eu un léger ralentissement, mais le chantier sera bouclé dans 3 à 4 mois"*, s'est confié Abdourahmane Tamba, selon qui, ce centre servira de laboratoire et de lieu d'héber-

gement pour des chercheurs africains et occidentaux. Son sentiment est que *"ce centre de recherches servira de cadre d'épanouissement pour les chercheurs sur les produits naturels"*. *"C'est le Crdi qui va assurer le financement d'une grande partie du matériel technique qui va équiper le laboratoire, financement estimé entre 25 et 30 millions de francs cfa"*, a ajouté le chef du projet qui précise que *"c'est aussi le Crdi qui va sur trois ans, assurer*

la prise en charge des frais de gestion du centre".

Pour rembourser les investissements consentis, M. Tamba a ajouté que les produits financiers tirés de l'utilisation du centre comme pôle d'un tourisme de découverte intégré, vont permettre de faire face à de tels engagements. Outre le financement du Crdi, il a expliqué que, d'autres appuis ont été obtenus par le biais de "Sos Environnement France".

"C'est un soutien public canadien et un appui privé français", a précisé le chef du projet, qui n'a pas voulu s'étendre sur les "potentiels investisseurs sénégalais intéressés par l'exploitation industrielle des algues rouges". Sa conviction est que pour le moment, "il est encore un peu tôt d'en parler, au moment où le projet d'exploitation prend forme".

Avant cette phase de mise en valeur industrielle, les populations auront besoin d'être formées sur les techniques de culture, de récolte, de lavage, d'élimination des impuretés et de dessalement. C'est, en effet, après cette formation indispensable que les industriels pourront traiter les algues brunes. Pour le moment, Abdourahmane Tamba parle de la mise en place d'une unité-pilote qui va précéder l'exploitation industrielle proprement dite.

L'autre intérêt du traitement des algues rouges consiste à la mise au point d'un compost, à partir des déchets résultant du traitement industriel. Ce compost pouvant alors servir de base de fabrication d'un engrais très riche pour les sols de culture. Une fabrication artisanale et industrielle de ce compost sera possible, de l'avis du chercheur sénégalais Abdourahmane

Tamba, qui mise sur "un modèle de développement rationnel et intégré pour l'exploitation des algues par les populations côtières, les paysans et pêcheurs".

Une expérimentation sera mise en oeuvre, laquelle sera axée sur une forte implication des populations pour qui, rappelle M. Tamba, le projet est conçu. "Les principales cibles seront les populations, qui doivent tirer largement profit de l'exploitation des algues rouges. Ce qui permettra d'améliorer leur niveau de revenus et de vie".

Comme il le dit, "c'est déjà avec une certaine impatience que les populations de la Petite Côte attendent le démarrage effectif de ce projet". □

Cheikh Thiam
Journaliste à Dakar



*Pour plus d'information,
s'adresser au responsable du
projet :*

M. Abdourahmane Tamba
Secrétaire exécutif
Sos Environnement
Lycée Delafosse
BP. 1008 Dakar, Sénégal
Tél : (221) 821 50 97
Tél : (221) 821 00 61
Fax : (221) 835 66 69

Les défis du management et du marketing

Quelle entreprise peut efficacement faire face, aujourd'hui, aux dures lois de la concurrence et de la compétitivité sans se plier aux exigences de la bonne gestion de ses ressources humaines, matérielles et informationnelles ? Quelle société peut encore compter rentabiliser, en ce 20ème siècle finissant, ses efforts, ses produits, son capital sans un développement hardi de ses activités ?

Assurément, la gestion efficace des ressources et le développement des activités, c'est-à-dire le management et le marketing, constituent les principales clés de succès de quelque entreprise que ce soit, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Et cela est d'autant plus vrai dans les services d'information et de documentation qui jouent, comme chacun sait, un rôle essentiel dans le développement.

Il était donc devenu impératif d'inclure dans la formation des professionnels des services d'information documentaire cette dimension du management et du marketing. Cela, afin de leur donner "les outils, les techniques et les méthodes qui leur permettraient de gérer avec efficacité, de façon optimale, comme le ferait n'importe quel chef d'entreprise, les ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles qui sont mises à leur disposition". De même, il fallait désormais que ces responsables de services d'information et de documentation soient pétris à "toutes les techniques, les méthodes et les outils nécessaires pour analyser leurs activités afin de pouvoir, avec ces capacités d'analyse, développer des initiatives qui cadrent avec les besoins des utilisateurs".

C'est là toute la vocation du programme de recherche et de formation en management et marketing des systèmes et services d'information, fruit d'une si heureuse coopération Nord - Sud entre l'Ip/Aos (Institut Panafricain pour le Développement/Afrique de l'Ouest Sahel) au Burkina Faso, l'Ecole de Bibliothéconomie et des Sciences de l'Information (Ebsi) au Canada et le Centre de Recherches pour le Développement International (Crdi). Il s'agit donc, pour le projet, démarré en 1994, de "*développer un programme de formation en management et marketing adapté aux spécificités des systèmes et services d'information et aux réalités locales pour renforcer les compétences en management et marketing des professionnels d'Afrique au Sud du Sahara, par des sessions de formation permanente à l'Ip/Aos et des modules dans les programmes officiels des écoles de formation*".

Renforcement des capacités institutionnelles

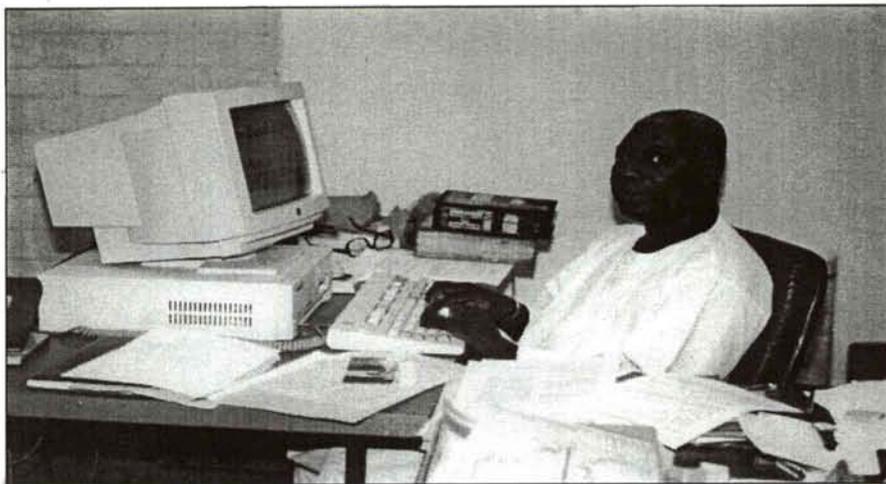
Déjà, les deux premières étapes de la réalisation du projet ont été exécutées avec satisfaction. C'est d'abord, la recherche qui a porté, entre 1994 et 1996, sur des thèmes d'investigation tels

que la planification, les principes d'organisation et de direction, la gestion des ressources. A ce niveau, il y a aussi eu un atelier méthodologique, une recherche sur les systèmes et services d'information et un atelier pédagogique. C'est ensuite l'étape de la formation qui a pris en compte deux volets : la formation d'expérimentation et la formation de validation avec, à chaque fois, application sur le terrain et retour en salle pour la vérification des résultats. Deux autres étapes, la diffusion des résultats à travers un colloque et des publications, ainsi que le transfert du programme à l'Ip/Aos et dans des écoles de sciences de l'information qui parachèveront le projet en 1998.

Cette démarche correspond bien aux objectifs spécifiques du projet qui vise à "*développer, par la recherche, des modules appropriés de formation ainsi que le matériel didactique, expérimenter et valider, par la formation, les outils issus de la recherche et les modules de formation proposés*". Mais ce n'est pas tout. Le projet ambitionne aussi "*d'assurer la diffusion des résultats de la recherche et de la formation, au cours d'un colloque et à travers la publication de documents didactiques et d'articles dans les*

revues spécialisées". Après tout cela, le programme de formation sera évalué sans complaisance en vue de son transfert à l'IpD/Aos et les modules de management et de marketing seront introduits dans les programmes des écoles des sciences de l'information de l'Afrique de l'Ouest francophone.

D'ores et déjà, M. Amadou Diop, le responsable du projet estime que l'élaboration de ce programme a renforcé la capacité institutionnelle de l'IpD/Aos. Des discussions sont même en cours avec une institution Néerlandaise intéressée par le module "gestion des ressources humaines" du programme, pour améliorer son propre programme de formation des formateurs en vulgarisation agricole. De plus, le projet a permis à l'IpD/Aos de développer l'accès aux nouvelles technologies de l'information, avec une connexion au réseau des réseaux, Internet, qui favorise une communication facile avec d'importantes institutions à travers le monde. Au plan intellectuel, une vingtaine de personnes, ciblées avec soin, ont été formées aux techniques du management et du marketing des systèmes de services d'information. "Nous avons ciblé certains leaders et nous pensons qu'ils auront une action déterminante dans leurs pays, en vue d'une dissémination efficace", a indiqué M. Amadou Diop. Il est du reste confiant, devant la motivation et l'enthousiasme de la dernière promotion qui a "décidé de travailler dans le sens du raffermissement des rapports



M. Amadou Diop, responsable du projet Mmsi à l'IpD-Aos de Ouagadougou

entre eux d'une part, et entre eux et le groupe précédent d'autre part". Ils ont d'ailleurs, pour ce faire, créé une chaîne de solidarité qu'ils appellent "Management et Marketing des Services et Systèmes d'Information" (Mmsi), et M. Diop pense que cela peut déboucher, à long terme, sur "quelque chose de remarquable".

Des participants jugent...

En tout cas, Mme Franceline Kabré Tapsoba, qui a bénéficié de la formation de validation n'a que des fleurs pour ce programme. "Le Management et le Marketing des Systèmes et Services d'Information (Mmsi) est le bienvenu pour la gestion des systèmes et services d'information en Afrique. Il y a une prise de conscience sur le plan de la profession et on a de nouveaux outils de travail sur le plan de la gestion même des services d'information", affirme-t-elle. Mme Franceline Kabré Tapsoba est responsable du Centre de Documentation et des Archives du Fonds de l'Eau

et de l'Équipement Rural (Feer) à Ouagadougou. Le Feer a pour mission de "mobiliser, de coordonner et de gérer les fonds d'origine nationale ou extérieure destinées à des opérations de mise en valeur des ressources en eau et d'équipement du monde rural avec la participation de celui-ci". Et Mme Franceline Kabré Tapsoba compte bien, dans la perspective d'un réaménagement du centre de documentation qui comprendrait désormais un service de communication, mettre à profit les acquis de sa formation sur le Mmsi pour "apporter beaucoup de choses au Feer, notamment en communication marketing, publicité, relations publiques... bref, un plus pour faire valoir les activités du fonds aux yeux des paysans et des bailleurs de fonds". Elle a d'ailleurs axé son thème d'application-terrain, devant sanctionner la formation, sur la planification stratégique triennale de "son" centre de documentation. Le budget est déjà adopté, l'application ne devrait plus tarder. Elle souhaite cependant qu'on puisse faire du

programme un cycle de formation devant déboucher sur un diplôme reconnu par le Cames (Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la formation sur le Mmsi a changé le comportement des bénéficiaires. À travers des matières comme la planification stratégique, l'audit marketing, le marketing, etc. C'est avec un regard nouveau que ces responsables de centres de documentation (pour la plupart) appréhendent leur profession. Il en est ainsi pour M. Djibrilou Tamboura, Chef du Centre de Documentation sur l'Eau à Ouagadougou. Documentaliste depuis 16 ans, M. Tamboura a appris son métier sans ces matières aujourd'hui essentielles. A présent, il cerne mieux la clientèle de "son" centre, étudie les comportements des usagers, va au devant de leurs besoins et de leurs attentes vis-à-vis du service. Ce n'est pas pour rien qu'il a choisi de travailler sur l'étude des clientèles du Centre de Documentation sur l'Eau. Ceci lui a permis de faire de nombreuses recommandations dont les principales concernent l'affectation d'un bâtiment plus digne au centre, la constitution d'un fonds documentaire conséquent à travers des abonnements à des revues scientifiques dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, la reprise de la publication d'un bulletin d'information, la connexion du Centre à Internet afin de pouvoir accéder à des bases de données, etc.

Un appel

M. Djibrilou Tamboura est optimiste. Même si le projet de construction d'un bâtiment moderne et plus fonctionnel pour la Direction Générale de l'Hydraulique, qui abrite le centre de documentation sur l'eau est encore pour lui un rêve. Ce centre abrite les documents de 1929, du temps où le Burkina Faso, alors Haute-Volta, était encore dans ce qu'on appelait l'Afrique Occidentale Française! Alors, il ne se fatigue pas, il s'efforce de "faire comprendre aux différents directeurs que c'est un patrimoine qu'il faut sauvegarder".

Il n'y a pas que M. Tamboura qui soit optimiste. M. Amadou Diop, responsable du projet, l'est tout autant car, pour lui, les

perspectives de ce programme sont très intéressantes. Déjà, "tous les établissements de formation initiale sont en train de changer leurs programmes en prenant en compte la dimension management et marketing". Ensuite, pour amoindrir les énormes difficultés que rencontrent les associations professionnelles dans le domaine, une expérience est actuellement en cours avec l'Association des Documentalistes, Bibliothécaires et Archivistes du Burkina pour "mettre en place un cadre de formation et d'auto-formation qui permette de partager le maximum de leçons issues du projet". M. Diop, qui exalte au passage le type de partenariat développé par le Crdi car "il permet, à l'issue de l'action, de pouvoir reproduire l'action de



façon autonome", lance aussi un appel : "Lorsque nous aurons des services d'information avec des responsables compétents, formés au management et au marketing, nos ressources informationnelles - l'une des plus importantes pour un pays - seront efficacement préservées. Ce qui constitue, du reste, un apport inestimable au développement de nos pays". □

Serge Tomondji
Journaliste à Ouagadougou

Pour plus d'information sur le projet "Management et Marketing des Systèmes d'Informations" (Mmsi), s'adresser à :

*M. Amadou Diop
Responsable du projet
Marketing des Systèmes
d'Informations" (Mmsi),
Institut Panafricain pour
le Développement /
Afrique de l'Ouest-Sahel
(IPD/AOS)
01 BP. 1756
Ouagadougou 01*

*Tél : (226) 30 03 90
Tél : (226) 30 13 99
Fax : (226) 30 12 96*

(suite de la page 5 - pesticides au Sahel/urgence signalée)

horizons). Au cours de cette rencontre à laquelle a participé le coordonnateur du projet sur les pesticides, le débat soulevé par les chercheurs de l'Ise et de l'Université de Laval de Québec a eu des prolongements tout aussi positifs que sur les questions essentielles suivantes:

Ainsi, il a beaucoup été question de l'homologation des produits conçue à la fois comme un maillon essentiel de la politique phytosanitaire dans nos pays et un processus évolutif reposant sur les normes internationales (Fao-Oms) ; Idem pour le contrôle de qualité et de formulation des pesticides, les normes de rédaction et d'évaluation des appels d'offre, etc.

Des questions sur lesquelles, le projet sur la réglementation des pesticides aurait permis aux Etats du Sahel de réaliser des avancées considérables, si toutefois le financement lui était trouvé pour sa seconde phase, qui va mettre l'accent sur le développement d'un système d'information et de monitoring opérant autour de cet objectif louable rappelé par

Moustapha Sène
Journaliste à Dakar

Pour plus d'information sur le projet "réglementation des pesticides", s'adresser au responsable :

*Dr. Abou Thiam
Institut des Sciences de
l'Environnement (Ise)
BP. 5005 - Dakar, Sénégal
Tél : (221) 824 23 02
Fax : (221) 824 37 14
e-mail : ise@endadak.gn.apc.org*

Pour que les forêts ne meurent pas avant d'être plantées...

Elles agitaient le tout Dakar des idées positives ce jour là parce qu'elles étaient encore à l'ordre du jour. Elles ? Ces mêmes grandes interrogations écologiques du globe (la faim dans le monde, la sécheresse qui en est une des principales causes avec ces déserts qui sans "avancer" engloutissent dans les sables arides des milliers et des milliers d'hectares de terres cultivables, de steppes tropicales, les clivages entre nations nanties et pays gangrenés par la pauvreté endémique, l'immigration qui en est l'intenable conséquence, etc...). Nous étions ce jour là le 5 juin 1997. A la date commémorative de la Journée Mondiale de l'Environnement et à cinq années, jour pour jour, où tout ce que la Planète compte de décideurs politiques au plus haut niveau et de sommités scientifiques s'étaient retrouvés à Rio de Janeiro, capitale du Brésil pour discuter des voies et moyens de "gérer" durablement tous ces problèmes rendus d'autant plus complexes qu'ils sont presque tous connexes. Le thème qui a cristallisé l'attention ce jour porte sur ceci : "Protéger notre environnement, un devoir civique".

A Bambylor, un village traditionnel, de la lointaine banlieue dakaroise dans cette zone de cultures maraîchère et horticole appelée les Niayes, les populations mobilisées comme

un seul homme vivent autrement l'effervescence de ce débat. Deux jours après, le 7 juin, Bambylor devenait l'épicentre d'une réflexion-action impliquant un grand nombre de groupes sociaux, d'organisations non gouvernementales, de mouvements associatifs et des responsables du Centre de Service Régional Infoterra-Afrique de l'Ouest (Csri/Ao).

M. Sabaly Traoré, documentaliste au Centre National de Documentation Scientifique et Technique (Cndst) où est domicilié ce projet a été un des témoins actifs de la manifestation de Bambylor. Il raconte comment, sous l'égide du Csri/Ao, maître d'oeuvre de cette manifestation et avec la collaboration du Réseau Africain pour la Promotion des Echanges et la Protection de l'Environnement (Rapepe) et l'Association Sportive et Culturelle (Asc) de Fass, un quartier populaire de Dakar, Bambylor, a brillé ce jour-là d'enthousiasme et de la détermination de ses enfants et des autres courageuses bonnes volontés qui s'y étaient donnés rendez-vous. Marquée dans la matinée par une opération de reboisement à Fass, la journée a mobilisé les mouvements de jeunesse de l'Asc de Fass et du Rapepe qui ont planté avec soin près de deux cents plants avec les espèces ci-après : filao, nime,

sablier et terminalu qui ont servi à border les artères ciblées tandis que les autres arbres fruitiers comme l'anacardier, le goyavier, le grenadier, le manguier, l'oranger et le badamier ont été "baptisés" dans les concessions où des personnes se sont portées volontaires pour leur procurer les soins nécessaires.

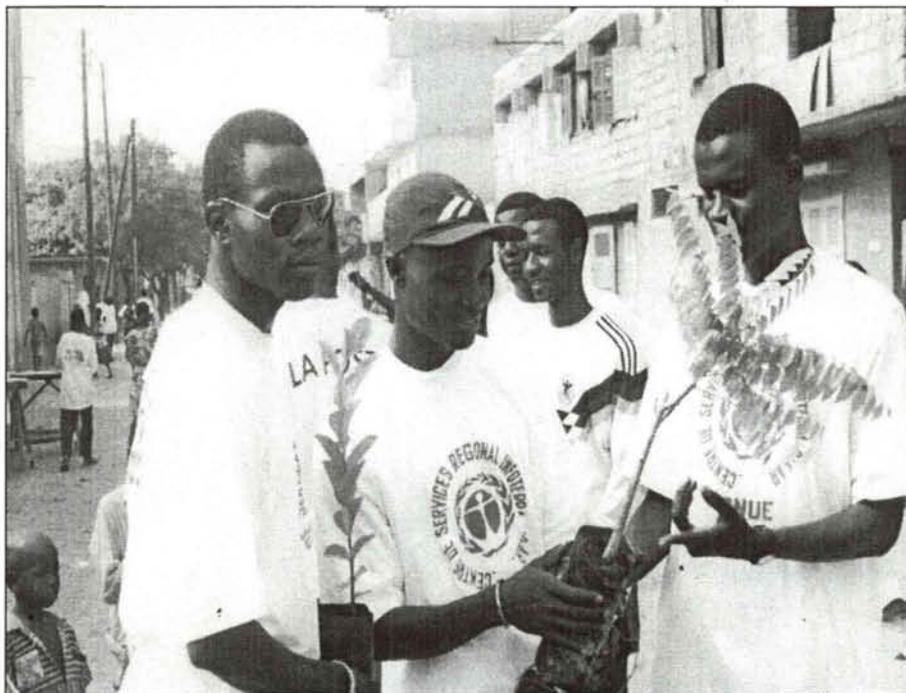
La manifestation fut un grand succès et a attiré beaucoup d'habitants du quartier qui gardent aujourd'hui en mémoire la célébration de l'édition précédente de la Journée Mondiale de l'Environnement et prennent davantage conscience du devoir de tout un chacun "d'apporter sa pierre pour bâtir et préserver notre environnement". Ravis, ils ont communiqué dans la gaieté en montrant les plantes de la toute dernière édition qui ont poussé.

La leçon de Bambylor, si tant est que l'on pourrait parler de leçon, on peut la rechercher dans ce que le projet s'est fixé comme objectifs dans les domaines de la sensibilisation et de l'information environnementale, notamment dans l'étude-test des besoins des utilisateurs et dans l'élaboration de nouvelles approches de décentralisation du réseau, comme l'explique M. Mohamed Fadel Diagne, Directeur du Cndst et Coordonnateur du Projet Réseau Infoterra Afrique de l'Ouest.

Pour M. Diagne, "le projet, s'inscrivant dans la problématique d'ensemble de la diffusion de l'information au sens large du terme, a obtenu de probants résultats parmi lesquels : l'élaboration d'un répertoire des textes législatifs et réglementaires sur le Sénégal de l'indépendance à nos jours, la conception et la réalisation de répertoires des sources d'information environnementale sur différents pays de la sous-région dont le Mali, le Burkina Faso, le Togo, la Côte-d'Ivoire, le Niger et le Sénégal, la création de bases de données législatives et réglementaires sur le Sénégal, la publication de grands dossiers documentaires environnementaux comme

les déchets plastiques, les eaux usées, l'amiante, etc. Et enfin la parution régulière de 1995 à 1997 du bulletin Infoterra de l'Afrique de l'Ouest dont la distribution est largement faite dans divers pays aussi bien membres du Réseau qu'à l'extérieur". Cet effort d'information s'est accompagné d'un travail soutenu dans le domaine de la sensibilisation et de la formation. Sans compter l'appui logistique en équipements informatiques des Points Focaux Nationaux du Réseau. Ce qui a

permis, indique le Coordonnateur du projet, "de permettre à trois pays (Mali, Burkina Faso et Niger) de créer des bases de données sur l'environnement et d'initier un réseau électronique de communication de données grâce à la connexion avec le Centre de Service Régional de Dakar».



Journée mondiale de l'environnement : cérémonie de plantation d'arbres

La philosophie qui soutend toutes ces initiatives est à relier à une boutade, restée malheureusement célèbre dans nos pays, qui dit ceci de très paradoxal sur la recherche : "Des chercheurs qui cherchent on en trouve, mais des chercheurs qui trouvent on en cherche».

Pour M. Diagne, "la certitude est établie qu'il y a nécessité de décroisonner la recherche et de travailler à ce que s'établisse une véritable synergie entre les

chercheurs et les utilisateurs de la recherche sans laquelle l'impact escompté de la recherche pour la société ne sera jamais réalisé". Ainsi, devrait-on comprendre tout l'effort fait par les responsables du projet dans des secteurs aussi stratégiques que la valorisation de la médecine traditionnelle menée essentiellement à partir

de plantes médicinales comme le "niéré" (le *Parkia biglobosa*), une plante de la région tropicale du continent africain dont les vertus thérapeutiques et les spécificités pharmacologiques, bien expliquées, est vulgarisé auprès du grand public et aux bons soins du

projet

"Infoterra", financé par le Crdi. Idem pour les questions de protection du littoral et de la gestion des ressources halieutiques d'une façon générale où le travail de dissémination a consisté en une collaboration entre le Cndst, le Centre de Service Régional Infoterra-Afrique de l'Ouest et d'autres partenaires institutionnels et des associations et des groupements comme l'Association pour la Promotion de la Pêche et de la

(suite de l'article à la p. 29)

Initiative Acacia : prévenir la marginalisation et l'exclusion des communautés de base

Avec l'avènement d'internet, le réseau des réseaux, le monde est véritablement devenu un village planétaire. En effet, cette gigantesque toile, réseau de communication par excellence a aboli les distances entre les communautés et les hommes. Pour une fois, grâce à cet outil de communication hors pair, il est désormais possible aux pays sous-développés d'Afrique et d'Amérique Latine de prendre à temps réel le train de cette troisième révolution universelle.

Ayant raté les deux premières qui ont eu lieu au dix-neuvième siècle, les Africains ont une chance inouïe de rattrapper certains retards dans les domaines de hautes technologies, notamment dans les nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (Tic). Seulement, cet accès ne sera en fait réalisable que pour certaines catégories de personnes, celles des centres urbains précisément. Ainsi, beaucoup de groupes sociaux risquent d'être laissés en rade. C'est pour corriger un tel écart, qui ne ferait que marginaliser davantage ces couches sociales, que le Crdi a lancé l'initiative Acacia pour permettre à des groupes sociaux isolés d'intégrer ces nouvelles technologies dans leur vécu quotidien.

L'initiative Acacia vise donc à doter les communautés de base de l'Afrique subsaharienne des compétences et moyens nécessaires pour appliquer les Technologies de l'Information et de la Communication à leur développement économique et social. Acacia a ainsi trois objectifs principaux :

- ♦ d'abord, démontrer comment les Technologies de l'Infor-

mation et de la Communication (Tic) peuvent aider les communautés défavorisées de l'Afrique subsaharienne, en particulier les femmes et les jeunes, à résoudre leurs problèmes de développement ;

- ♦ ensuite, constituer grâce aux travaux de recherche et aux expériences qui seront menés, un ensemble de connaissances et d'en assurer une large diffusion;

- ♦ enfin, susciter l'intérêt et la participation au niveau international pour l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à l'appui du développement des communautés défavorisées et rurales et améliorer ainsi leur accès aux ressources d'information et de communication.

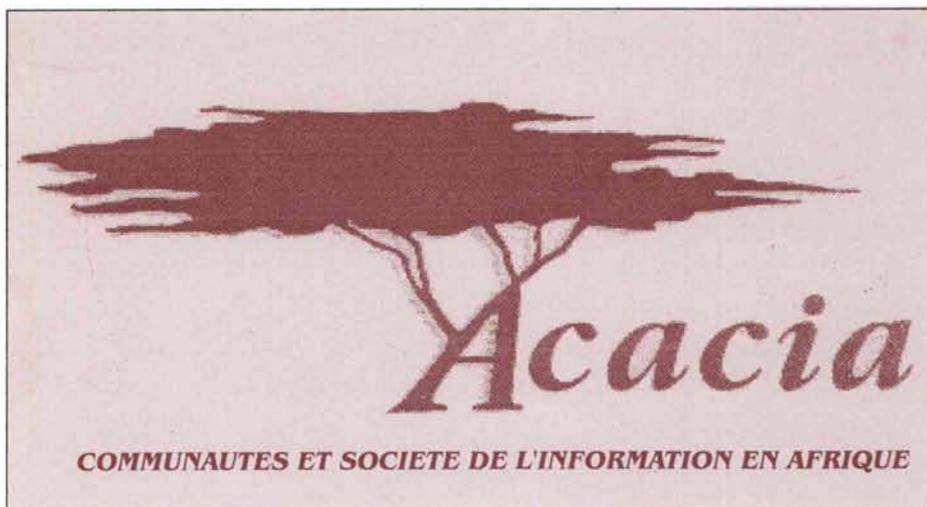
A cet effet, l'initiative Acacia préconise une approche intégrée portant sur les politiques, les infrastructures, les technologies et outils ainsi que sur les applications et services. Pour mettre en oeuvre cette approche intégrée, Acacia accorde la priorité à des stratégies nationales qui, dans une première phase, sont testées dans quatre pays : l'Afrique du Sud, le Mozambique, l'Ouganda, le Sénégal. □

Acacia au Sénégal

C'est le fruit d'un long processus participatif qui a impliqué toutes les catégories d'acteurs nationaux (État, ong, associations et organisations communautaires, secteur privé, institutions de recherche et d'enseignement...) et des partenaires de la coopération internationale et qui a abouti d'une part à une stratégie nationale, adoptée en mars 1997 par le Conseil des Gouverneurs du Crdi et, d'autre part, à la signature d'un protocole d'accord entre le Gouvernement du Sénégal et le Crdi en décembre 1997. Dans ce protocole, les deux signataires s'engagent, entre autres actions, de non seulement favoriser la création d'un organe de réglementation du secteur des télécommunications, d'un environnement national favorable à l'accès aux Tic grâce à l'information et la sensibilisation, mais aussi de renforcer les capacités nationales et la recherche de solutions alternatives tenant compte de la réalité des langues nationales afin d'atteindre les villages les plus reculés du Sénégal ; ils entendent également favoriser l'émergence de télécentres communautaires pour appuyer le développement à la base.

Un bilan à mi-parcours encourageant

Près d'un an après le lancement de la stratégie et le démarrage des activités au Sénégal, le bilan d'Acacia au Sénégal est plutôt



encourageant avec notamment l'initiation de projets à fort potentiel de démonstration et la mise en place de solides mécanismes de concertation et de partenariat entre les acteurs.

Créés pour faciliter la mise en oeuvre de la stratégie nationale et garantir une meilleure articulation entre la recherche et l'action, mais aussi entre les activités nationales et régionales, ces mécanismes, sont constitués d'un forum de concertation, de groupes de travail et de points focaux régionaux. Leur rôle est de permettre l'approfondissement de la réflexion sur les enjeux des Tic au point de vue politique, social économique et culturel mais aussi de veiller au suivi et à l'évaluation des activités menées dans le cadre de la stratégie nationale. Outre ces mécanismes, huit projets ont été approuvés au cours de cette année. A terme, l'objectif principal de ces projets est de faciliter l'utilisation et

l'appropriation des Tic par les populations cibles.

Acacia a également financé au Sénégal des activités telles que l'appui à un camp de vacances où des jeunes, issus de milieux défavorisés, ont pu bénéficier d'une initiation aux Tic ; l'initiative a aussi apporté son soutien à un cyber-jeunes, mis en place lors du festival des clubs d'Education à la Vie Familiale (Evf). A côté de cela, des études ont été menées sur les besoins de formation en Tic, sur les possibilités de collaboration entre organismes de coopération intervenant dans le domaine des Tic, sur une radioscopie sociologique et économique des télécentres et leur impact sur le développement... Au total, les activités développées au cours de cette première année d'exécution de la stratégie nationale s'élèvent à 1, 538,738 dollars canadiens soit environ 615.495.200 francs cfa. □

Khodia Ndiaye
Crdi, Dakar

Décentralisation : les Tic au service des collectivités locales

A travers un cadre de partenariat déjà défini, la Safefod* et le Crdi souhaitent, à travers l'initiative Acacia, favoriser un renforcement et un approfondissement des politiques de décentralisation, par le biais des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (Tic). Un certain nombre de programmes et d'applications vont effet permettre aux collectivités locales (régions, communes et communautés rurales) de bénéficier des Tic. Présentement, comme l'explique M. Yèro Sylla, Secrétaire exécutif de la Safefod, un bilan a été déjà opéré qui fait l'état des lieux de la gestion actuelle au niveau des collectivités locales. *"Nous avons dans un premier temps identifié les besoins en Tic des collectivités locales. Il ne reste maintenant qu'à développer les applications"*.

Dans la pratique, les communautés locales sont confrontées à de nombreux problèmes aussi complexes que variés, notamment en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, de budget, du foncier, et des ressources humaines. A un autre niveau, ces structures font face aussi à des difficultés réelles lorsqu'il s'agit de procéder à des politiques de planification, d'urbanisme, d'état-civil, de coopération...

* Société Africaine d'Education et de Formation pour le Développement

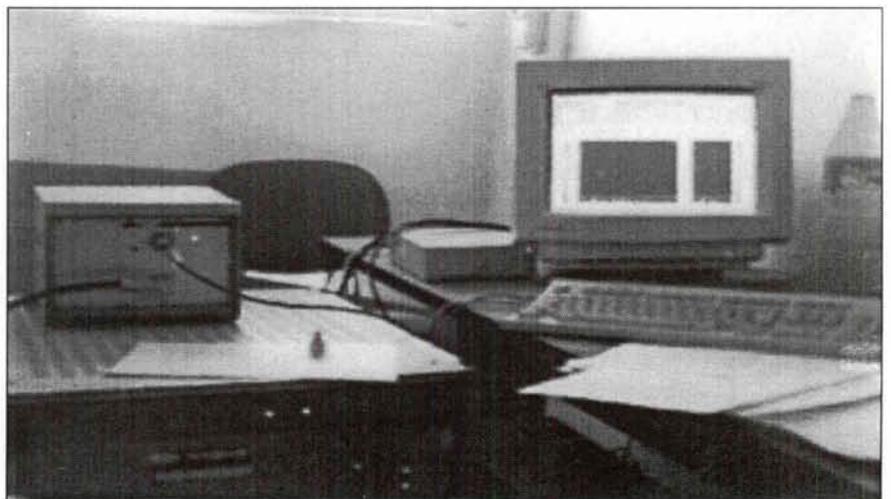
Voilà autant de domaines à travers lesquels, l'initiative Acacia va apporter un appui conséquent, en permettant aux collectivités locales de disposer des applications et des programmes disponibles par le biais des nouvelles Tic, pour moderniser leur gestion quotidienne.

Selon, le Secrétaire exécutif de la Safefod, *"cinq objectifs stratégiques ont été retenus dans le cadre du partenariat impulsé avec le Crdi, à travers l'initiative Acacia"*. Une enquête réalisée au niveau de 76 communautés rurales a permis de collecter de précieuses données sur les besoins des collectivités en matière de Tic. *"Nous attendons le matériel informatique (ordinateurs et imprimantes) pour traiter toutes ces données"*, s'est d'ailleurs confié M. Sylla.

Une deuxième étape suivra alors, qui consistera à procéder aux applications. Cette phase

nécessitera le recrutement d'informaticiens pour développer les applications, en fonction des besoins exprimés par les collectivités locales : précisément dans les domaines de la gestion de l'environnement, du budget, des ressources naturelles... *"Des propositions concrètes seront alors faites aux collectivités, comme la mise en place de serveur vocal et de banques de données, accessibles en français et dans les langues nationales"*, a précisé le secrétaire exécutif de la Safefod.

Après la phase de développement, M. Sylla a expliqué que *"des tests dans le laboratoire de la Safefod seront réalisés en présence des élus locaux, pour leur montrer toutes les possibilités qu'offrent les Tic"*. Les tests en *"grandeur nature"*, c'est à dire les démonstrations réelles, seront effectuées sur le terrain même, dans les communautés rurales choisies. Selon M. Sylla, *"à travers les*



serveurs vocaux, ces élus locaux seront en contact permanent entre eux et avec leurs mandants”.

Observatoire de la gouvernance

Le dernier objectif stratégique mis en relief par le Secrétaire exécutif de la Safefod, porte sur une étude de faisabilité qui sera réalisée. C'est sur la base de cette étude que d'éventuels bailleurs de fonds seront sollicités pour apporter leurs concours financiers. Cette dernière phase concerne aussi la mise en place d'un "Observatoire de la gouvernance et de la décentralisation". "Nous avons déjà beaucoup de données qui serviront à la création de cet Observatoire, et qui seront mises à la disposition des élus locaux et du public", a ajouté le responsable de la Safefod.

Déjà, ce projet de mise en place de l'Observatoire de la décentralisation et de la bonne gouvernance a reçu un vif accueil auprès des autorités sénégalaises. Le ministre de la décentralisation Souty Touré avait d'ailleurs, lors d'un séminaire tenu au mois de mars 1998, en présence des représentants des communautés locales et de la société civile, souligné combien ce processus de décentralisation impulsé par les pouvoirs publics sont importants dans la phase de consolidation des communautés de base, appelées à prendre le relais de l'Etat dans beaucoup de domaines.

En effet, les communautés locales rencontrent de sérieuses difficultés dans la gestion quotidienne des charges qui leur ont été dévolues dans le cadre de la décentralisation. C'est dans ce contexte que les appuis visant à développer leur expertise en matière de gestion décentralisée, ont été bien accueillis, à l'exemple des autres actions définies dans le cadre de l'initiative Acacia. Du fait que dans ses objectifs fondamentaux, la décentralisation vise l'approfondissement de la démocratie locale assise sur une bonne gouvernance et la libre administration des collectivités locales, les élus locaux attendent avec beaucoup d'espoir le démarrage effectif de ce projet. Ces représentants du peuple perçoivent les Tic comme un important outil d'aide à la prise de décision.

M. Yèro Sylla est cependant d'avis que la mise en place du projet va nécessiter des moyens financiers, matériels et humains non négligeables, pour lesquels des bailleurs de fonds seront sollicités pour apporter leurs appuis. L'indigence financière des collectivités locales ne leur permettant pas de faire face à toutes les charges financières qu'induit la mise en place de projets axés sur l'utilisation des Tic pour approfondir la décentralisation. En réalité, les compétences que l'Etat leur a transférées sont disproportionnées à leurs moyens. □

Cheikh Thiam
Journaliste à Dakar

(suite de la p. 25... Infoterra...)

Défense de l'Environnement Marin (Apdem) de Bargny, l'ong Enda Tiers-Monde, la mission Terre-Sénégal etc. Tout cela réalisé en trois ans, le temps qu'a duré le projet, c'est considérable. Il faudrait savoir les consolider au risque de laisser les forêts périr avant même qu'elles n'aient prospéré. L'appel lancé par le coordonnateur après la première phase mérite d'être entendu. Pour lui, la nature même du projet n'aura pas permis l'approfondissement et l'extension de bien des actions des différents partenaires. Des frustrations sont apparues selon lui, au niveau des pays africains non retenus, non ciblés.

Il n'en reste pas moins vrai qu'un vaste champ est à exploiter. Il faut aussi que soit menée la phase de consolidation des acquis dans les pays choisis (Niger, Burkina Faso, Mali et le Sénégal), afin qu'un véritable réseau ouest-africain sur l'information environnementale à la portée des populations naisse enfin. □

M. Sène

Pour plus d'information sur le projet, contacter :
M. Mohamed Fadel Diagne
Directeur du Centre
National de Documentation
Scientifique (CNDST)
BP. 3218, Dakar - Sénégal
Tél : (221) 822 96 19
Tél : (221) 821 51 63

Le Crdi en dialogue avec ses partenaires

Près d'une soixantaine de participants se sont rencontrés les 13, 14 et 15 mai dernier à Dakar, pour une réflexion prospective autour du développement de la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre. C'est son excellence, M. Wilfrid-Guy Licari, Ambassadeur du Canada au Sénégal qui a ouvert les travaux de cette rencontre organisée par le Bureau Régional du Crdi en Afrique de l'Ouest et du Centre, en présence de Mme Marie-Angélique Savané, membre du Conseil des Gouverneurs du Crdi et de M. Mamadou Touré, ancien Ministre des finances du Sénégal et ancien Directeur Afrique du Fmi.

Comment promouvoir le développement en Afrique en particulier en Afrique de l'Ouest et du Centre à l'ère de la mondialisation ? Voilà une question sur laquelle le Centre de Recherches pour le Développement International (Crdi) et ses partenaires se sont penchés les 13, 14 et 15 mai dernier à Dakar, à l'issue d'une réunion dont le but était, selon M. Joachim Voss, Gestionnaire de la recherche, *"d'écouter, d'apprendre de ses partenaires et d'identifier les priorités, défis, problèmes et opportunités de l'Afrique"*. La question était d'autant plus angoissante qu'il s'agissait de mener une réflexion prospective sur le développement d'une partie du continent : l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Ouvrant la réunion, l'Ambassadeur Licari a salué *"cette capacité du Crdi de se remettre en cause, une qualité caractéristique et fondamentale de toute démarche de recherche..."* et son Excellence de rappeler que malgré les contraintes financières qui pèsent sur le Canada, l'Afrique demeure toujours une priorité pour son pays. Pour preuve, près de 47 % de l'aide publique au développement est

destiné au continent ; cela montre la volonté du Canada de *"doter l'Afrique des instruments nécessaires à sa stabilité politique, démocratique, économique et sociale"*.

Certes, si le fait de susciter un échange de vues collectives pour revoir le cadre dans lequel s'exerce son mandat n'est pas une nouveauté pour le Crdi, la présente réunion s'était donnée le défi de trancher net par un traitement de thèmes novateurs à l'heure où les économies africaines se trouvent dans un contexte de relative embellie : plus d'une trentaine de pays connaissent un rythme de croissance économique qui excède désormais celui de la population et une vingtaine de pays affichent un taux de croissance égal ou supérieur à 5%. L'investissement privé, naguère très faible, voire inexistant dans les pays où l'Etat détenait l'ensemble des leviers de l'économie, a sensiblement progressé avec la vague de privatisation dans des secteurs tels que les télécommunications, le transport et l'énergie.

Pour autant, les économies présentent encore des signes de fragilité, a estimé M. Sibry

Tapsoba, Directeur Régional du Crdi pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, pour qui *"cette réunion devrait permettre de passer en revue les priorités de développement dans la région en vue de dégager des pistes de recherche pour le prochain cycle de programmation du Crdi"*. Les succès remportés en matière de rétablissement des grands équilibres macro-économiques et de consolidation de la croissance ne doivent pas, selon M. Tapsoba, occulter la précarité des conditions de vie des populations, en particulier la persistance d'une pauvreté qui touche plus de la moitié de la population, notamment les femmes. A cela s'ajoutent les défis du développement social, de l'emploi et d'une dégradation continue de l'environnement.

Pour Mme Marie-Angélique Savané, à qui incombait la difficile tâche, avec M. Mamadou Touré, de faire part de leurs réflexions personnelles sur la problématique du développement, *"l'Afrique doit opérer un changement de mentalité dans la manière de vivre, de penser, de produire et de communiquer afin de mieux saisir les opportunités qui*

s'offrent à elle". Aussi "Les chercheurs doivent s'orienter, repenser très sérieusement les systèmes d'éducation et de formation qui ont manifestement montré leurs limites et valoriser la science et la technologie". C'est en cela que le nouveau programme Acacia du Crdi revêt toute son importance car visant à aider l'Afrique à réduire la barrière qui existe entre la connaissance et la capacité pour chaque individu en Afrique d'y accéder. Empruntant le concept au Vice-Président M. Tabo Mbéki d'Afrique du Sud, Mme Savané a plaidé pour "une renaissance de l'Afrique", une Afrique qui ne comptera que si elle intègre effectivement l'impératif de solidarité et de "modernité africaine".

Au terme de trois jours de réflexion, les participants à la présente réunion se sont ainsi quittés sur une note d'espoir. Pour eux, malgré quelques velleités de tensions, les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont encore des atouts qui offrent des perspectives de relance économique ; parmi ces atouts, il importe de noter la cohésion sociale, la transition vers des Etats de droit, la libéralisation des économies, la promotion des initiatives privées et l'implication des femmes dans la vie politique et économique, même si cela est encore très timide. Il existe également des secteurs où la région peut espérer être compétitive, notamment les richesses naturelles et les nouvelles technologies de l'information et de la communi-



Cérémonie d'ouverture de la réunion sur la vision régionale

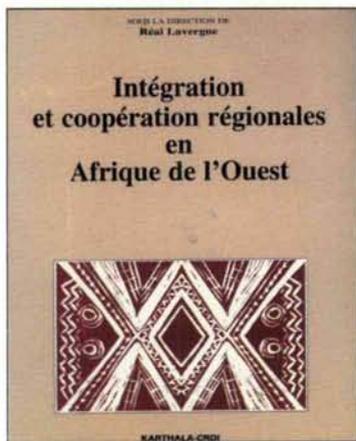
cation. Par ailleurs, abordant le contexte de la recherche, les participants ont estimé qu'il faut rendre l'environnement de la recherche plus stimulant de manière à attirer, à retenir les meilleurs chercheurs et à créer une masse critique de scientifiques capables d'aider l'Afrique à ne pas rester en marge des transformations en cours dans l'économie mondiale. Le renforcement des institutions, la formation et le recyclage des chercheurs ainsi que la revalorisation de la fonction de chercheur et des salaires, devraient être une nécessité pour les gouvernements africains.

Pour répondre à ces défis et saisir les opportunités, la recherche se présente comme l'un des moyens privilégiés. A cet effet, les priorités de recherche identifiées au cours de cette rencontre portent sur le développement des ressources humaines, la sécurité alimentaire, la stabilité politique et sociale, la gestion des ressources naturelles, la compétitivité économique et les

enjeux des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Sur ce dernier point, "les Africains ne doivent plus être des utilisateurs passifs mais ils doivent être pro-actifs et influencer les technologies". Seulement, force est de reconnaître que la programmation actuelle du Crdi répond à nombre de ces préoccupations ; sans doute, faudrait-il les traduire en actes et en projets, renforcer l'information, la sensibilisation et la dissémination afin d'assurer une meilleure utilisation des résultats de recherche. □

Compte rendu de
Khodia Ndiaye

Publications...

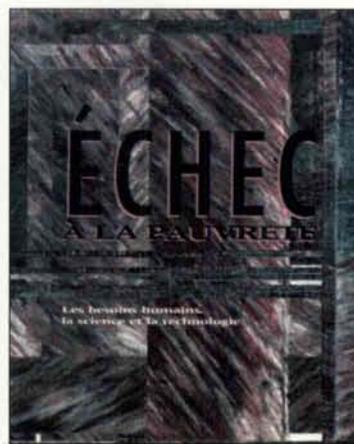


Intégration et coopération régionale en Afrique de l'Ouest

Sous la direction de R. Lavergne
CRDI-Editions Karthala, 1996, 406 p.,
ISBN 0-88936-818-X, 30 \$

L'Afrique de l'Ouest est une des régions les plus morcelées et marginalisées du globe. De cette réalité émerge un intérêt constant pour l'intégration et la coopération régionales vues comme approches de solution aux problèmes de la région. Traditionnellement, les efforts dans ce sens ont porté sur l'aspect économique de l'intégration régionale. De nouvelles institutions régionales ont été créées, des régimes commerciaux préférentiels établis. De nos jours, les limites de cette approche sont de mieux en mieux appréhendées et on s'oriente vers une nouvelle démarche, plus ouverte sur le reste du monde et plus explicitement tournée vers la construction communautaire à long terme.

Cet ouvrage constate l'échec de l'intégration et de la coopération régionales en Afrique de l'Ouest et en analyse les raisons. Simultanément, il explore certaines des options permettant d'envisager la revitalisation de ce processus. Parmi celles-ci figurent : l'adoption de mécanismes véritablement supranationaux ; la réforme des politiques économiques de façon coordonnée ou unilatérale ; le choix d'une approche flexible, pragmatique et multipolaire, basée sur l'avantage mutuel et la poursuite de la coopération régionale dans divers domaines, y compris la recherche et la technologie, le développement des infrastructures, la santé et l'éducation, la sécurité régionale et la gestion des ressources naturelles.



Echec à la pauvreté Les besoins humains, la science et la technologie

Par le Groupe d'étude sur la technologie au service des besoins, Commission des sciences et de la technologie au service du développement.
CRDI, 1997, 368p.,
ISBN 0-88936-822-8, 30 \$

Quelle part véritable ont la science et la technologie (S-T) dans la satisfaction des besoins humains essentiels ?

Leur rôle dans le développement est assurément une des questions les plus complexes et délicates auxquelles sont confrontés aujourd'hui les décideurs et les professionnels du développement. Dans *Echec à la pauvreté*, le Groupe d'étude sur la technologie au service du développement propose des analyses concernant la lutte contre la pauvreté et le rôle que tient la S-T à l'égard du développement humain durable et dans les domaines de l'enseignement technique et professionnel, de la santé et des activités économiques à petite échelle, entre autres. Les experts arrivent à la conclusion que la S-T ouvre, bien sûr, de grandes perspectives en vue de l'élimination de la pauvreté. Mettre en valeur ce potentiel dépendra, pour reprendre les mots du président du groupe de travail, Arnoldo K. Ventura, de "la volonté sociale et politique, d'une conscience morale suffisante, d'un intérêt personnel éclairé et de l'acceptation de l'unité de tous les membres de la famille humaine et de sa position précaire sur cette planète".

IDRC
CRDI



CANADA

Centre de Recherches pour le Développement International
International Development Research Centre

Siège social

250, Albert street
P.O. Box 8500 - Ottawa, Ontario K1G 3H9 Canada
Tél : (613) 236-6163
Fax : (613) 238-7230
Site web : <http://www.idrc.ca>

Adresses des bureaux régionaux du CRDI en Afrique

Bureau Régional pour l'Afrique Centrale et Occidentale

Avenue Cheikh Anta Diop
BP. 11007 cd annexe - Dakar, Sénégal
Tél : (221) 824 0920
Tél : (221) 824 4231
Fax : (221) 825 3255
Site web : <http://www.idrc.org.sn>

Bureau Régional pour l'Afrique Orientale et Australe

P.O. Box 62084 - Nairobi, Kenya
Tél : (254) 2 713 160
Tél : (254) 2 713 161
Fax : (254) 2 711 063

Bureau Régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

P.O. Box 14 Orman - Giza
Cairo, Egypt
Tél : (202) 336 7051
Tél : (202) 336 7056
Site web : http://www.idrc.ca/cairo/index_f.html

Bureau Régional pour l'Afrique du Sud

P.O. Box 477 - Wits 2050, Republic of South Africa
Tél : (271) 1 403 3952
Fax : (271) 1 403 1417
Site web : <http://www.idrc.org.za>